2,50 F MAROC : 2,80 DIRHAM

Combat SOCIALISTE

N° 10 MARDI 10 MARS 1981

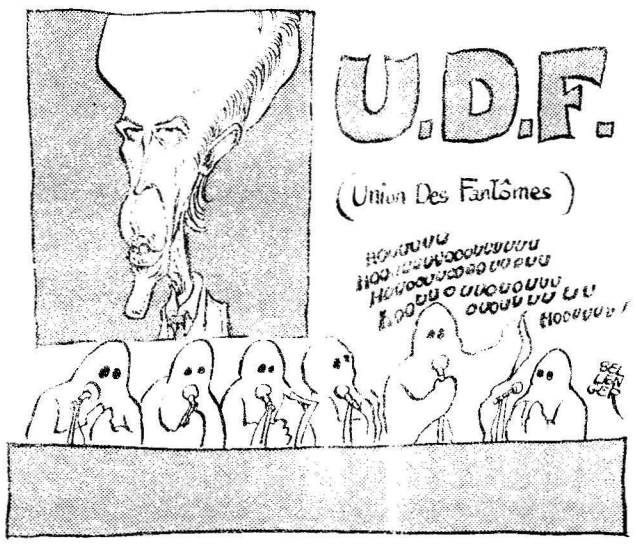
François Mitterrand: dix remèdes pour la santé des Français

(PAGE 10)

REPORTAGE

LES SOCIALISTES DU NORD: «TOUS AU CHARBON

(PAGE 5)



L'UDF, un parti sans laisser d'adresse

(PAGE 4)

Et Giscard s'en vante!

47 FRANCS PAR JOUR POUR LES PERSONNES AGÉES

(PAGE 6)

BOUFFES PARISIENS
Directrice NICKY NANCEL
Marthe MERCADIER - Robert LAMOUREUX
dans
...Diable d'homme!
COMÉDIE DE ROBERT LAMOUREUX
avec
Claude NICOT
4, rue Monsigny - 75002 PARIS
Tél. : 296.60.24 - Location : théâtre et agences.
Soirées : 21 h - dimanche : 15 h et 18 h 30 - Relâche lundi

Après les provocations antisémites, la manifestation étudiante de Varsovie et les menaces de Moscou

WALESA ET JARUZELSKI SE RENCONTRENT POUR CALMER LA FIEVRE



Quelques centaines d'étudiants se sont assemblés dimanche, à Varsovie, pour commémorer le treizième anniversaire des révoltes de mars 1968 à l'université. A quelques heures d'intervalle, d'autres manifestants ont lancé de violentes accusations antisémites. (Photo AP)

Contre l'école des privilégiés

LA grève, fortement suivie, des instituteurs, le 9 mars, aura été un nouveau signe de la profonde révolte des enseignants. Ce n'est pas simplement un « ras-le-bol », un trop-plein de revendications jamais entendues, une protestation contre des promesses jamais tenues. Si la mobilisation se fait sur la demande, rejetée par le gouvernement, d'une revalorisation de la fonction d'instituteur, elle traduit, au-delà de la légitime revendication salariale, une puissante aspiration à voir reconnus la mission des enseignants et leur rôle déterminant pour l'avenir des jeunes et de la nation.

Au moment où l'on célèbre le centenaire de l'école publique, comment ne pas considérer avec scandale la dégradation de l'éducation en France? L'école doit donner les mêmes chances à tous et être un instrument privilégié pour combattre les inégalités. Or, l'école giscardienne ne combat pas ces inégalités; elle les entretient et les renforce.

Ce n'est pas par hasard, par incapacité ou par insouciance. Pour Giscard, l'école doit dégager une « élite ». Entendez par là qu'elle doit perpétuer le système inégalitaire qui confie le pouvoir politique et économique à la minorité des privilégiés. Selon que vous soyez puissant ou misérable, la voie est tracée. Et les impasses prévues.

On aurait pu imaginer que, les effectifs scolaires commençant globalement à se stabiliser, le gouvernement en aurait profité pour alléger les classes. Non : il les ferme. Que lui importe les enfants qui, le plus souvent en raison de leur origine sociale, éprouvent des difficultés que, seul, un enseignement adapté permettrait de surmonter?

L'école ne doit pas prendre en charge l'enseignement des enfants, mais l'éducation de chacun d'entre eux. Comment cela serait-il possible quand on refuse aux maîtres les moyens d'une formation continue? Quand les classes sont surchargées? Quand la bureaucratisation et la centralisation empêchent les initiatives pédagogiques?

Pour Giscard et les siens, l'inégalité n'est pas une « bavure » dans le système éducatif; elle est l'objectif d'une politique. La société des privilégiés défend son bastion; elle n'a pas besoin d'un plus grand nombre de citoyens actifs; elle ne veut que des consommateurs et des travailleurs soumis.

C'est cela que, dans la grève et dans la rue, les instituteurs refusent. Leur protestation est d'abord un acte de dignité.

Claude GAULT

Le don d'Alain

M. le garde des Sceaux, quoique RPR, soutiendra Valéry Giscard.

C'est un coup très dur pour le président-candidat, lui qui devra tout au long de sa campagne expliquer la justesse de ses défaites, il lui faudra aussi expliquer Peyrefitte.

C'est un handicap quasi insurmontable, un malheur que je n'oserais même pas souhaiter à mon pire ennemi.

Je garde le souvenir d'un passage à l'antenne de Malraux défendant Chaban, il y a sept ans. Malraux était Malraux et pourtant Chaban trébucha, chuta. Je tremble à l'idée de voir apparaître Peyrefitte défendant Giscard.

Alors ! Cette fois je crie : « Assez ». Assez d'images déprimantes. La France a besoin d'espoir.

Regardez Peyrefitte au fond des yeux et vous sentirez sur votre nuque le froid couperet de sa rétine.

La démocratie française, ou ce qu'il en reste, réclame une campagne électorale empreinte de dignité.

Epargnez-nous, M. le candidat-président et s'il vous plaît, éloignez de nos regards avides de justice ce visage anticonceptionnel et renvoyez Peyrefitte à ses écuries *.

par PIEM

L'académicien prestigieux, le bâtisseur de cathérales pénitenciaires, le justicier négrier, le Peyre, le fitte et le Saint-Esprit, celui qui souhaite beaucoup d'enfants (dans les prisons), le pourvoyeur d'échafaud, le compagnon fidèle de tous les Dupont la joie, celui que vous accepteriez de prendre dans un corbillard, Alain fait don de sa personne Alautre.

C'est un Boulin accroché au pied du d'Estaing.

* Allusion au livre *les Chevaux du lac Ladoga.*

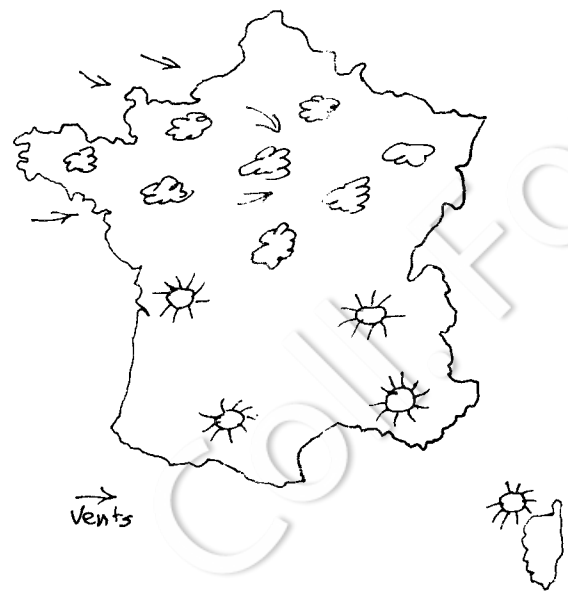
Météo

Doux et pluvieux

LUNDI : les températures continueront à être anormalement douces pour la saison. Bourrasques de vent dans l'ensemble du pays avec des averses. Dans la moitié sud, temps ensoleillé avec des températures très élevées dans le Bassin aquitain.

MARDI : le temps doux persistera toujours, accompagné de vents localement assez forts et de pluies dans la moitié nord du pays.

Dans la moitié sud, journée ensoleillée avec des températures très élevées pour la saison.



Combat SOCIALISTE

Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Gabrielle Rolin**, chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick du Cheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité : René Lenormand, 10, rue de Solférino, 75007 Paris. Tél. 550.34.35.
Impression : P10, 1, boulevard N[illegible], 75019 Paris.
Commission paritaire : n° [illegible]2224

Pour aider Giscard à descendre à la prochaine

Le train de l'histoire ne siffle jamais de la même manière. Les élections présidentielles qui s'annoncent sont parties pour nous donner un bien curieux spectacle. Et le chef de gare actuel a décidément les nerfs plus solides qu'il ne le dit : le convoi qui s'ébranle va perdre tant de wagons que le sien risque d'être du voyage. Car son bilan est lourd : vite franchie la barrière des apparences, le septennat se réduit à un patchwork de mots à seule fin de camouflage. Terroriste de la platitude, le candidat VGE. restera deux mois encore le symbole de l'impuissance à préparer l'avenir. Quelles excuses a-t-il après avoir eu la voie libre de si nombreuses années ? Après sept ans, le grand irrésolu patine encore. La droite libérale n'avance plus.

Il est vrai que le ressort de la grande bourgeoisie prend du mou. Et cette baisse de tension laisse présager de rudes réactions : les esthéticiens de la droite ravalent aussi leurs thèmes à coups de bulldozers ; une marche au sifflet où tous les coups sont bons quand l'heure n'est plus pour eux de persuader mais de contraindre.

Pourtant, comme pour aider Giscard à descendre à la prochaine, pour faire du mois de mai 81 son butoir électoral, ses bons amis s'agitent sur le quai. Drôle d'itinéraire que celui de l'ex-majorité, cour désintégrée, navire éclaté où s'affolent les rats. Autant d'individualités, autant de machines électorales lancées pour le choc des ambitions.

Ainsi, la lutte de place qu'engagent les gaullistes est sympathique à bien des égards, car témoignage de l'accélération de la décomposition du mouvement. Mais l'autre aspect est préoccupant. Jacques Chirac, devenu boulon de rechange d'une droite grippée, après avoir été ce fin visionnaire de bout de tunnel, se confirme dans un rôle de recours, et toute progression de ses idées sera progrès du totalitarisme.

Son compagnon Debré qui s'en était allé très tôt au charbon va-t-il décrocher avant qu'il ne déraille, avant que ne s'essouffle son vieux rêve mégalomane de sauveur public ? Debré, le dernier rétro.

Parler des autres droites confine à l'anecdote, et la leçon du passé impose à l'autre moitié de la France du sérieux et du réalisme dans l'action, puisque en définitive tous les candidats de la droite œuvrent dans un même sens : leur intérêt commun demeure toujours de gagner les élections.

Reste qu'en face, la gauche va devoir — et vite — retremper sa cohérence et essayer, cette fois-ci, de faire l'heure.

Une raison d'espérer au départ : les trains roulent normalement à gauche. Mais tant de correspondances ont été jusque-là manquées que les travailleurs peuvent craindre encore que ses représentants naturels ne puissent vivre et travailler sans un maximum d'arrière-pensées mutuelles.

Pourtant, il pourrait bien arriver qu'une majorité de Français décident bientôt de faire résoudre par l'ensemble de la gauche les problèmes du temps, après qu'elle se soit posé les questions séparément.

C'est parce que le Parti socialiste montre aux Français où est l'alternative, et aura su donner aux communistes le sens du combat, l'envie d'agir pour battre la droite, que l'hypothèse d'une société nouvelle est crédible à partir de l'échéance prochaine.

Avec comme locomotive de la gauche le candidat socialiste.

Raphaël JORNET
Indre

Parler clair...

Il faut absolument bannir la jargon politique. Personne n'en veut plus. Il faut parler clair avec des mots précis, sans détours, ni sous-entendus, sans promesses vagues. Souvent le discours politique ressemble à une litanie trop rabâchée qu'on dit sans plus penser à son sens. Et ne leurrons pas l'électeur : il sait bien que le socialisme ne nous apportera pas le bonheur total par un coup de baguette magique. Disons bien haut que du plus petit au plus grand, il nous faudra nous serrer les coudes, passer par des caps difficiles hérités de la droite, éviter les peaux de banane.

Mais sachons aussi que ce « combat » peut se faire dans la confiance, la certitude de la « victoire finale ».

Michèle et Gérard BADEL
Lucie RIEHL
Drôme

Faites ce geste pour la victoire

Vous le savez, le PS n'a pas les moyens de Giscard. Alors, pour gagner, le PS a besoin de vous. Le geste à faire : renvoyer, avec votre versement, le bon qui figure ci-dessous.

Ce geste-là, si vous êtes nombreux à le faire, peut avoir une influence décisive sur l'issue de notre combat.
Le Parti socialiste compte sur vous.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Je soutiens financièrement la campagne du Parti socialiste
Je verse : ..... F

Chèque au nom de « Pierre Joxe - campagne présidentielle du Parti socialiste », 10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07.

Mots croisés

PROBLEME N° 12

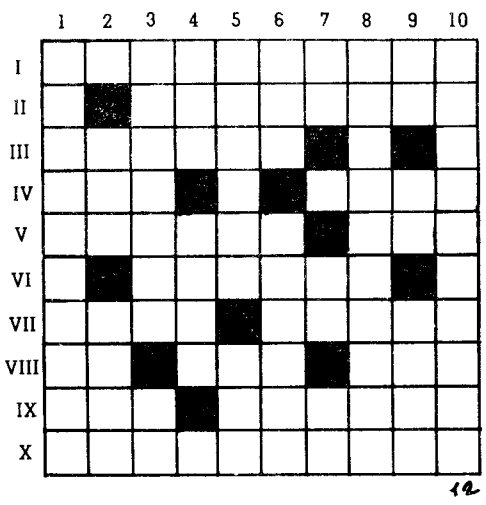
Horizontalement — I. Le fait d'être tendu ne l'empêche pas d'être lâche. — II. Grouiller. — III. Eut un effet sédatif. — IV. A son lit chez le voisin. Cour de France. — V. Il n'est plus besoin de sortir de Saint-Cyr pour la connaître. Homme d'Etat gabonais. — VI. Elle fut jadis secouée par un taureau, et, plus récemment, par un veau. — VII. Sa suivante est victime d'un viol. Massif hongrois. — VIII. Ça ne change rien ! Paysage de Léonard. Guérisseur occasionnel. — IX. Politique étrangère. Ne tient pas toujours le bon bout. — X. Remontée.

Verticalement — 1. C'est parfois un recul que le progrès nous a apporté. — 2. Point. Ville du Cameroun. — 3. S'entendent à la corbeille. Au calendrier. — 4. Pronom. C'est jeter un froid avec une certaine chaleur. — 5. Région britannique. Fut chantée avec ça. — 6. Vieux roi. Travailleur étranger. — 7. Grecque. Symbole de contrainte. Note. — 8. Ont souvent les pieds en l'air. — 9. Note. Fleuve. Est libre en tous pays. — 10. Vaisseau spécial.

SOLUTION DU N° 11

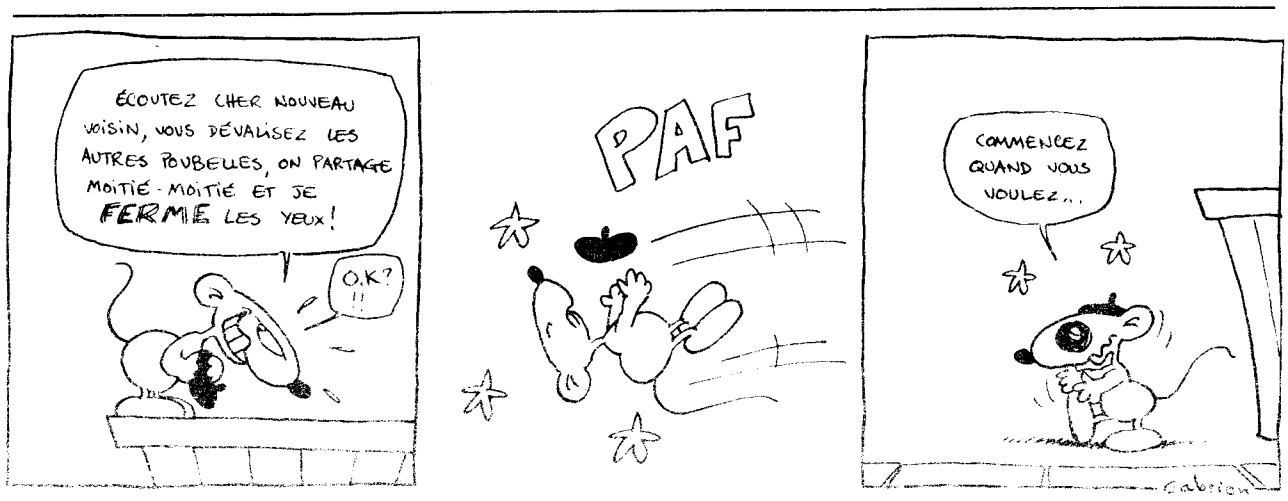
Horizontalement — I. Diagnostic. — II. Etroitesse. — III. Mitrée. USA. — IV. Enserré. Un. — V. Ne. Ti. — VI. Arasement. — VII. Gai. Isar. — VIII. Endurant. — IX. Ute. Intact. — X. Résinières.

Verticalement — 1. Déménageur. — 2. Itinérante. — 3. Arts. Aides. — 4. Gorets. — 5. Nier. Ecrin. — 6. Oter. Ani. — 7. Se. Eteinte. — 8. Tsu. Instar. — 9. Issu. Ta. Ce. — 10. Céans. Rats.



12

Rat-le-bol



A Beauvais, pour la première réunion publique de sa campagne

François Mitterrand appelle au «rassemblement populaire pour le redressement national»

«Il était difficile d'ignorer que M. Giscard d'Estaing allait annoncer sa candidature. Mais on aurait attendu plutôt qu'il présentât des excuses. On lui demande des comptes, il fait des phrases..» Cette admonestation sévère donne le ton général du discours que François Mitterrand a prononcé samedi après-midi à Beauvais pour la première réunion publique de sa campagne. Vêtu d'un complet bleu marine, d'une chemise bleu ciel et d'une cravatte bleue rayée de blanc et de rouge, le candidat socialiste est apparu particulièrement pugnace et incisif à la foule nombreuse qui se pressait sous le grand chapiteau dressé pour la circonstance au cœur de la ville.

Le désordre est là

Interrompu à de nombreuses reprises par les ovations et les applaudissements scandés, par les sifflets aussi lorsqu'il évoquait certains des aspects les plus négatifs de la politique de l'actuel président de la République, François Mitterrand a développé, pendant près d'une heure et demie, à l'encontre du bilan de Valéry Giscard d'Estaing, un réquisitoire sans concession.

Qu'est-ce donc que ce désordre que le président-candidat nous prédit s'il n'était pas réélu ? a-t-il demandé en substance. Avec 1 700 000 chômeurs, une hausse galopante des prix, 100 000 exploitations agricoles familiales disparues en quelques années, des millions de Français touchant des salaires inférieurs au minimum vital, le désordre est là, installé par la politique du président sortant. *« Si par malheur il était réélu, ce désordre se perpétuerait et la France connaîtrait 3 millions de chômeurs »*, a indiqué François Mitterrand, émaillant ses développements de faits précis et de données chiffrées.

Ironisant sur l'image de « rassembleur » que veut donner Valéry Giscard d'Estaing en cherchant à apparaître comme un homme au-dessus des partis, lui qui a été vu *« fondateur de partis à la queue leu leu »*, le candidat socialiste a fait valoir que les propositions qu'il allait présenter au cours de sa campagne s'adresseraient à la raison et au jugement des Français. Au-delà des mises en scène, des manœuvres, des chantages au désordre, qui constituent l'essentiel des arguments électoraux de la droite, il entend montrer aux Français qu'*« il existe un autre chemin que celui qu'ils ont parcouru depuis sept ans, et bien avant, et cet autre chemin est celui qui conduit au socialisme que nous servons, que nous aimons, qui s'identifie à la liberté »*.



Aux côtés de François Mitterrand, à la tribune, Maïté Jourdan, présidente du comité national de soutien, et Walter Amsallem, maire de Beauvais. (Photo Pascal Lebrun)

François Mitterrand a indiqué qu'un des axes essentiels de sa politique serait d'abord l'emploi, afin de sauver les capacités de travail, augmenter la production, retrouver le chemin de la croissance. Au-delà de ces propositions et de celles qu'il sera amené à présenter au cours de sa campagne, François Mitterrand en a appelé au *« rassemblement populaire pour le redressement national. »* Une formule qui définit clairement le sens de sa candidature et situe la portée du choix que feront les Français.

« Mitterrand, président »

Comme il quittait la salle, alors qu'elle scandait « Mitterrand, président », un responsable socialiste de l'Oise expliquait : *« Nous avons distribué plus de 50 000 tracts, collé des centaines d'affiches. Je crois que nous n'avons pas à être déçus, ce soir... »*

Avant l'intervention de François Mitterrand, Walter Amsallen, maire socialiste de Beauvais, Pierre Françaix, premier secrétaire fédéral de l'Oise, et Maïté Jourdan, présidente du Comité national de soutien à François Mitterrand, avaient pris la parole.

G. I.

Ses principales déclarations

APRES avoir affirmé que, candidat à la présidence de la République, il ne mettrait pas son drapeau dans sa poche, François Mitterrand évoquant le désordre qui serait — selon le président sortant — celui des *« socialistes »*, du *« socialisme »* a notamment précisé : *« Qu'appelle-t-on désordre, sinon 1 700 000 chômeurs, une inflation deux à trois fois plus forte qu'en RFA, 60 milliards de déficit du commerce extérieur, tant d'actions, tant de crimes encore inexpliqués... ? Comment ressentira ce mot le travailleur qui a déjà perdu son emploi, celui qui craint pour demain ? Par rapport à quoi ? Par rapport aux forces du renouveau que j'entends incarner, ou par rapport aux forces du passé, usées, dans les sentiers du pouvoir sans rien produire qui enthousiasme notre peuple et qui, de jour en jour, le désespère... Le désordre commence-t-il seulement à partir du moment où c'est Valéry Giscard d'Estaing qui risque de perdre son emploi ? Ne craignez rien, s'il perd, pour lui, ce ne sera pas le chômage... »*

Dénonçant ensuite l'*« agression »* contre une institution (les partis politiques) reconnue dans la Constitution, le candidat socialiste a déclaré : *« Moi, je m'enorgueillis d'avoir été choisi par les socialistes... et j'accepte mal que cette attaque soit formulée par quelqu'un dont le parti se réunit cet après-midi même, le parti du président sortant... C'est vrai qu'il n'a pas eu de chance depuis qu'il est dans l'arène politique — depuis presque aussi longtemps que moi —, passant de parti en parti, fondateur de parti, encore fondateur de parti et à la recherche, avec sa lanterne, non pas de son âme éperdue, mais de son parti perdu, désolé, notre Soubise d'être encore en panne, de n'avoir pas pu constituer le parti présidentiel : il n'a pas trouvé assez de Français pour ça... Il existe pourtant aujourd'hui un parti minoritaire mais dominant, c'est le parti des pouvoirs, le parti de l'argent, celui d'une caste qui règne sur une société d'injustice et d'écrasement... Le président sortant est la droite, nous sommes la gauche. La droite n'a jamais eu le droit de rassembler. La gauche, c'est sa vocation même... Exclure l'opposition — encore minoritaire au Parlement, mais majoritaire dans les instances locales — sans doute majoritaire le 10 mai prochain, décider à l'avance qu'elle n'est pas la France, c'est douter de son propre pays et je laisse cet argument à celui qui l'emploie. »*

Abordant les propositions qu'il ferait aux Français pendant sa campagne, François Mitterrand a indiqué que l'axe premier en était l'emploi. C'est dans cette recherche des moyens d'assurer le plein emploi que *« la campagne présidentielle prendra tout son sens. Il faudra en débattre, il faudra que le candidat sortant s'en explique, que chaque candidat dise aux Français comment il entend restituer ses chances de renaissance et d'épanouissement à la France »*.

En ce qui le concerne, le candidat socialiste a rappelé les six moyens principaux qui devaient, selon lui, permettre d'y parvenir : une relance sélective de l'économie, la réduction progressive de la durée hebdomadaire du travail à trente-cinq heures, la mise en œuvre d'un programme d'investissements publics et privés, la création d'emplois d'Etat (particulièrement dans les domaines de l'éducation, des télécommunications et de la santé publique), l'aide aux petites et moyennes entreprises, et une politique active et concertée de l'emploi.

TEL QUE...

MONIQUE PELLETIER s'est extasiée sur la « spontanéité » avec laquelle ont surgi un peu partout en France des comités de soutien à Giscard sitôt que celui-ci a annoncé sa candidature. Une spontanéité que l'état-major giscardien et notamment le député UDF Pontet préparaient depuis plusieurs mois. Non sans mal, d'ailleurs : pour que soit entretenue la fiction d'un « candidat-citoyen » au-dessus des partis, les responsables locaux de l'UDF ont été, en effet, dans la plupart des cas, écartés de la présidence de ces comités de pays au profit de notabilités politiquement moins marquées. Cela n'a pas été sans quelques grincements de dents... Quoi qu'il en soit, avant que Giscard n'annonce sa candidature, la plupart de ces comités étaient en place. Ils n'ont plus eu qu'à éclore « spontanément » au moment prévu. Une mise en scène un peu « téléphonée » dont il serait surprenant qu'elle ait abusé grand monde...

Une autorité morale

ou comment un jeune voit le candidat socialiste

BEAUVAIS, à 20 heures. A grand bruit on déménage le chapiteau qui a servi au meeting de François Mitterrand. Stéphane, vingt ans, fait parti de ceux qui se sont un peu attardés ; pas vraiment pour donner un coup de main, mais il n'habite pas loin. Et puis comme une envie de parler, de s'avouer que tout n'est pas si rose lorqu'on a vingt ans. Non, il n'y a pas vraiment de racisme antijeune autour de lui, mais il se sent « marginalisé ».

La «bof-génération»? Simple appellation de sociologue... mais aussi une réalité. Pour Stéphane, tout dans la société actuelle participe d'une volonté de placer les jeunes en état de dépendance, et sa génération souffre d'une réelle dépolitisation.

Le chômage des jeunes fait partie de ses préoccupations quotidiennes, puisque voici maintenant près de huit mois qu'il est à la recherche de ce premier emploi.

Pourtant il souhaiterait que ce premier emploi soit un peu plus en rapport avec ses passions, ses envies ; que ce qu'il a appris à l'école lui serve vraiment à quelque chose.

Mais Stéphane croit à un réel espoir du côté des jeunes de son âge. En effet, pour lui les jeunes, où qu'ils habitent en France , ressentent de la même manière leur marginalisation.

Bien sûr, les différences de classes sociales entraîneront des différences dans la manière de s'affirmer. Mais ce qui importe le plus, c'est cette affirmation ; ce combat mené contre le pouvoir des dépendances.

La présence de Stéphane à ce meeting de campagne électorale ? Pour lui, les idées fondamentales concernant les évolutions de la société doivent pouvoir s'incarner dans une figure marquante. François Mitterrand est la figure de proue qu'il a choisie, sa « locomotive » : il est l'autorité morale qui se constitue contre les autoritarismes.

Jean-Charles FITOUSSI

• **Au Conseil d'Etat**, c'est Marc Barbet qui a été nommé vice-président par le Conseil des ministres sur proposition du garde des Sceaux, Alain Peyrefitte. Il succède à Christian Chavanon, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Convention nationale de l'UDF

Le parti qui n'a jamais existé

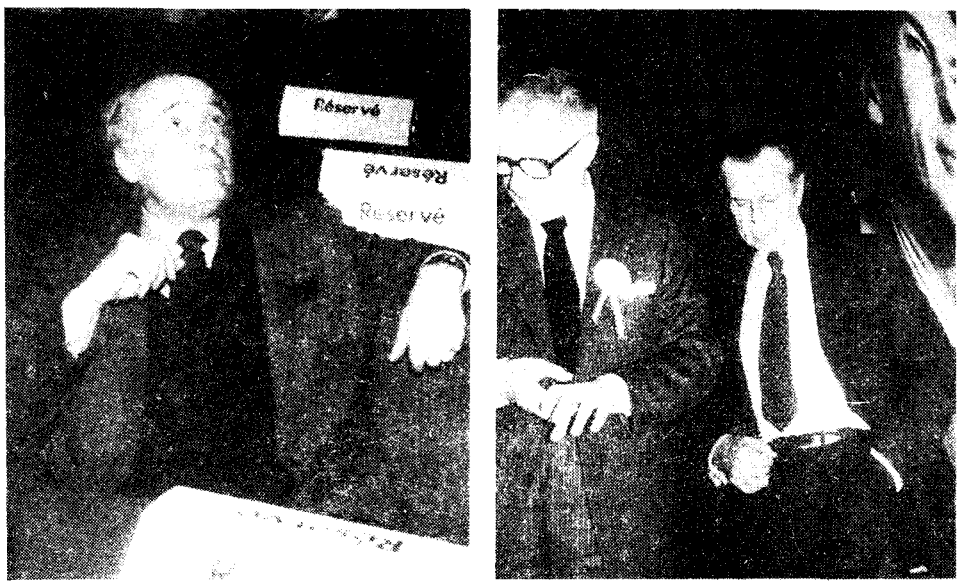
La convention nationale de l'UDF s'est réunie samedi à Paris, avec pour objectif de devenir, dans les semaines à venir, l'image même de la discrétion...

CACHEZ ce parti que je ne saurais voir. Telle est en substance la consigne impérative que Valéry Giscard d'Estaing a signifié aux responsables de l'UDF. Raison de cet escamotage programmé : le président-candidat ne veut pas apparaître comme l'homme d'un parti mais entend se présenter, aux yeux de l'opinion éblouie, comme un citoyen libre de toute attache, planant au-dessus des jeux politiciens et ayant vocation à rassembler tous les Français. Pour entretenir cette fiction, les porte-parole habituels du parti giscardien vont désormais se contraindre, bon gré, mal gré, à se faire petits, discrets, transparents. Tout juste s'ils ne parviennent pas à s'excuser d'exister.

La manœuvre est un peu grossière quand on sait avec quelle persévérance Giscard est attaché depuis une quinzaine d'années à se forger un parti donnant assise et soutien à sa trajectoire politique. La Fédération nationale des Républicains indépendants, puis le PR et au-delà, l'UDF sont les témoignages de cet effort constant. Aux élections législatives de 1978, le mot d'ordre de l'UDF naissante était même : votez pour le parti du président. Et l'on sait, pour la période présente, le rôle véritable, sinon tapageur, que tient cette même UDF dans la campagne giscardienne, sous le paravent des « comités de pays ».

Mais tout cela doit s'effacer des mémoires et des consciences. Soisson, Poniatowski, Blanc, Stasi, d'Ornano, Lecanuet, allez donc pour un temps vous évaporer en coulisse ! Le parti du président n'a jamais existé...

François SOREL



« Etre ou ne pas être ? » s'interrogent MM. Deniau, Fourcade et Lecanuet. (Photo Pascal Lebrun)

Au Club de la presse d'Europe N°1

«Personne ne pourra empêcher la victoire», déclare Pierre Mauroy

AMBIANCE très présidentielle au Club de la presse d'Europe 1. L'invité Pierre Mauroy a dû répondre à un feu roulant de « *Si vous étiez élu... dans votre programme...* » qui ont au moins permis un large tour de l'horizon politique. La clé de voute de l'autre politique, c'est l'emploi. « *Le chômage, c'est le cancer de la France... La soif de sécurité, la violence, sont la conséquence du chômage. Ce ne sont pas les lois d'exception qui règleront le problème. C'est la mise en place d'une politique industrielle qui puisse résorber le chômage.* »

Pierre Mauroy a ensuite justifié le « *citoyen candidat* », qui parle des partis « *comme on n'en a pas parlé depuis Vichy. (...) Il n'y a pas de République sans partis politiques, il n'y a pas de démocratie sans partis politiques* », à rappelé le porte-parole de François Mitterrand. Répondant à une question sur d'éventuelles mutations au sein de l'administration et de l'audiovisuel, le maire de Lille a ironisé : « *Quand on voit la valse opérée par le candidat sortant, même si on le voulait, on ne pourrait pas faire mieux.* »

En matière de politique étrangère, Pierre Mauroy a rappelé avec force l'inquiétude suscitée par l'intervention américaine à El Salvador : « *Que les Etats-Unis ne s'engagent pas dans une agression qui ferait pendant à celle de l'URSS en Afghanistan !* »

Quant à une éventuelle volonté des dirigeants du PCF de faire échouer la victoire socialiste, elle est impossible dans les faits : « *Comment voulez-vous que tous ceux qui ont une conscience de gauche refusent le changement. Tous ceux qui se lèveraient pour empêcher ce mouvement seraient définitivement radiés de l'histoire de la gauche et de la classe ouvrière de ce pays.* »

LIONEL JOSPIN
Une mauvaise querelle

Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, était, dimanche 8 mars, l'invité de France-Inter. Interrogé sur l'accusation des dirigeants du PCF selon laquelle le Parti socialiste chercherait à « déstabiliser » le Parti communiste, il a répondu : « *Nous n'avons ni le goût, ni les moyens, ni le temps de nous prêter à une quelconque déstabilisation de la direction du PCF. Charles Fitterman qui nous accuse de complot a lui-même réduit l'enjeu du problème à zéro en déclarant que les opposants communistes ne représentent que quelques personnes. S'il y a des phénomènes d'opposition au PCF,* a-t-il poursuivi, *ce n'est pas moi qui écris les livres critiques, qui publie les appels, ce sont les militants de ce parti.* »

Un colloque de l'association Droit et Démocratie

La République à la dérive

L'association Droit et Démocratie, fondée en 1966 par le bâtonnier René-William Thorp et dont le président est Jacques Ribs, regroupe des « *juristes désireux d'étudier le développement des institutions en régime démocratique et de dénoncer les atteintes qui pourraient être portées à leur fonctionnement* ».

Constatant que la République, « *comme un navire désemparé de ses machines, vogue désormais au gré des vents* », cette association a organisé, ce week-end à Paris, un colloque sur ce thème. Parmi les participants, on notait la présence de Jean-Pierre Cot, député socialiste, de Claude Leclercq, professeur de droit public à l'université de Paris, de Jacques Attali, conseiller économique de François Mitterrand, de Daniel Mayer, président international de la Ligue des droits de l'homme, et de Roger-Gérard Schwartzenberg, vice-président du mouvement des radicaux de gauche.

APRES avoir analysé la dérive sur le plan parlementaire et dénoncé l'aliénation du pouvoir législatif, les intervenants ont démontré la mainmise des gouvernants sur les médias et l'absence de séparation entre le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif.

Jacques Attali, pour sa part, a insisté sur l'excessive concentration du pouvoir économique, qui n'est en fait qu'une apparence juridique de pouvoir sur une économie nationale qu'en réalité il ne domine pas, et dont la dépendance par rapport à l'extérieur -- en particulier dans les secteurs de pointe — pèsera gravement sur notre avenir. « *Nous devons avoir des institutions républicaines pour une nouvelle économie* », a-t-il conclu.

Un usager perverti

Les causes de cette dérive tiennent-elles au régime défini par la Constitution ou à l'usage qui en a été fait ? Il est certain, comme l'a souligné le professeur Claude Leclercq, que les constituants ont voulu mettre au pas le Parlement, ne serait-ce qu'en délimitant le domaine législatif, contrairement à la tradition républicaine ; en laissant au gouvernement la fixation de l'ordre du jour des séances, ce qui a pour conséquence de réduire à 10 % les lois d'origine parlementaire ; et en concevant la procédure du vote bloqué, qui permet à un texte d'être adopté sans débat...

L'institution parlementaire doit sa naissance à la volonté de contrôler les dépenses de l'Etat. Que dire du Parlement français, qui s'est vu imposer, en 1979, un budget qu'il n'a pas voté ?

Le mode d'élection du président de la République au suffrage universel n'est-il pas à remettre en cause, comme l'a suggéré Daniel Mayer, par la personnalisation outrancière du pouvoir qu'il implique ?

Roger-Gérard Schwartzenberg, quant à lui, ne considère pas que les institutions de la Ve République sont responsables de cette dérive, mais seulement l'usage perverti qui en a été fait. Il demande à « *un autre président de la République* » d'appliquer la Constitution telle qu'elle est. Le président de la République sera la gardien de l'idéologie républicaine ; il respectera les droits et libertés, ne serait-ce que la liberté de la presse, gravement mutilée aujourd'hui ; il acceptera le rôle des partis tel qu'il est défini dans la Constitution et ne les rendra pas responsables de tous les maux, comme l'a fait récemment Valéry Giscard d'Estaing dans une interview au *Figaro-Magazine* ; il sera le garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire.

Le président pilote

Le président de la République, poursuit l'auteur de *la Droite absolue*, sera le gardien des institutions, il exercera son rôle d'arbitre en favorisant le travail parlementaire et en ayant recours, plus fréquemment que sous la présidence giscardienne, au référendum.

Il sera, enfin, le gardien des grandes orientations politiques de la nation il gouvernera avec un gouvernement, ce qui peut apparaître comme un truisme mais qui malheureusement mérite d'être souligné dans la dérive monarchique que nous subissons, où le roi en son Conseil ne fait qu'annoncer les décisions qu'il a déjà prises seul.

Roger-Gérard Schwartzenberg appelle ce nouveau président un « *président pilote* » ; il s'agira sans doute d'un autre président que le « *président-monarque* » qui veut nous faire croire qu'il est soudain devenu un « *citoyen président* ».

En conclusion à ce colloque, Jacques Ribs a, à juste titre, alarmé les Français sur les atteintes graves portées à la démocratie ces dernières années. Il est temps de réagir. Si l'on continuait dans ce sens, la France ne serait bientôt plus une république, elle aurait changé de régime sans même s'en apercevoir.

• *Nous publierons prochainement des extraits de ces interventions, dont les thèmes se situent, à la veille de l'élection présidentielle, au cœur de l'actualité.*

Colette PARIS

Elections cantonales partielles

• **Canton d'Orgelet.** Le Docteur Michel, candidat socialiste, est en ballotage favorable. Il obtient 1 054 voix, contre 894 pour M. Pierre Burdy, candidat de la majorité. Si le Docteur Michel est élu, la majorité du conseil général du Jura passera à la gauche.

• **Lille-Centre.** Mme Denise Segard se trouve en tête à l'issue du premier tour de l'élection cantonale avec 2 118 voix, devant Mme Denise Cacheux (PS), 700 voix.

• **Finistère.** M. Nedellec (UDF)a été élu dimanche conseiller général du canton de Briec-de-l'Odet (Finistère), au second tour de scrutin avec 3 061 voix.

• **Lundi 9 mars,** les socialistes du XVIIIe arrondissement vous invitent à participer à la réunion-débat qu'ils organisent sur le thème « l'école », avec Lionel Jospin, Louis Mexandeau, Bertrand Delanoé, Daniel Vaillant, Claude Estier, au *Théâtre 18-16, rue Georgette-Agutte, 75018 Paris.*

• **Laurent Fabius,** porte-parole du PS, se demande, à propos de la convention UDF, si Valéry Giscard d'Estaing a « *désormais honte des dirigeants qui le soutiennent* ».

Ministres RPR (fin)

Robert Galley, ministre de la Défense et de la Coopération, et Alain Peyrefitte, garde des Sceaux, ont annoncé, à la surprise générale, qu'ils soutenaient la candidature du président sortant.

POUR LA SURVIE DU NORD

Les socialistes dans la bataille

La puissante fédération socialiste du Nord : quinze mille militants répartis en trois cent trente-cinq sections, cent quinze groupes socialistes d'entreprise et quelques groupes socialistes d'enseignants, entre en campagne, sans réserve... « Sans réserve », deux petits mots lourds de sens, qui sont le fruit d'une détermination lucide.

« *Le temps des débats est terminé* », explique Guy Allouche, premier secrétaire de la fédération, un homme adroit et efficace. « *Le temps des débats d'idées, des débats d'hommes. Au soir du 8 novembre, tout était clair : il fallait à tout prix préserver l'unité. Quel que fut le candidat, il était celui de l'unité.* »

Dès lors, tous étaient prêts à l'action. Quinze mille militants : une lourde machine, un peu plus longue à lancer, mais d'une efficacité redoutable une fois en marche. « *Nous sommes totalement engagés. Et nous mettons notre point d'honneur à faire la meilleure campagne : parce que c'est François Mitterrand, parce qu'on doit gagner, parce que Pierre Mauroy est porte-parole...* »

Plus touché que d'autres

Et parce qu'il faut se battre pour le Nord. Ce Nord plus touché que d'autres régions. Avec une difficulté de plus, car ses activités : charbon, textile, aciéries, sidérurgie, ont fait la richesse de la France. Et tout cela disparaît... sans compensation.

Les gens du Nord enragent : depuis 1960, les élus locaux n'ont fait que tirer la sonnette d'alarme pour des restructurations à l'échelle nationale. Le pouvoir a parfois écouté. Il n'a jamais entendu. Forcément, puisqu'il était au service du patronat qui n'avait qu'un souci : évacuer ses capitaux vers des opérations plus juteuses.

« *Cela accroît notre volonté de vaincre, car la région attend une victoire socialiste au soir du 10 mai. Tous les travailleurs du Nord fondent leur espoir sur le fait que la vie peut changer réellement avec la victoire de François Mitterrand.* »

Un combat régional et national

La gauche est majoritaire dans le département du Nord, PS et PC se partageant les forces presque à égalité. Le PS a surtout l'arrondissement de Lille et la zone nord, le PC a plutôt la zone sud, la plus atteinte par la désindustrialisation.

Quant à la majorité, elle est surtout sur Dunkerque, Valenciennes, Cambrai et Maubeuge, chaque fois avec l'appui du patronat qui cherche maintenant son homme fort, sans doute M. Delesalle. Quant au nom de Segard, l'Elysée tient à le perpétuer en imposant l'épouse du ministre décédé dans les élections cantonales, contre l'avis des responsables locaux...

A Lille, la conscience est vive de la nécessité de lier le combat pour la région au combat pour l'élection présidentielle, car c'est dans les deux cas une affaire d'intérêt national. Pour sauver le Nord, il faut faire changer les objectifs nationaux. Le Nord est victime d'une crise de vieillissement de ses instruments économiques plus que de la crise du pétrole.

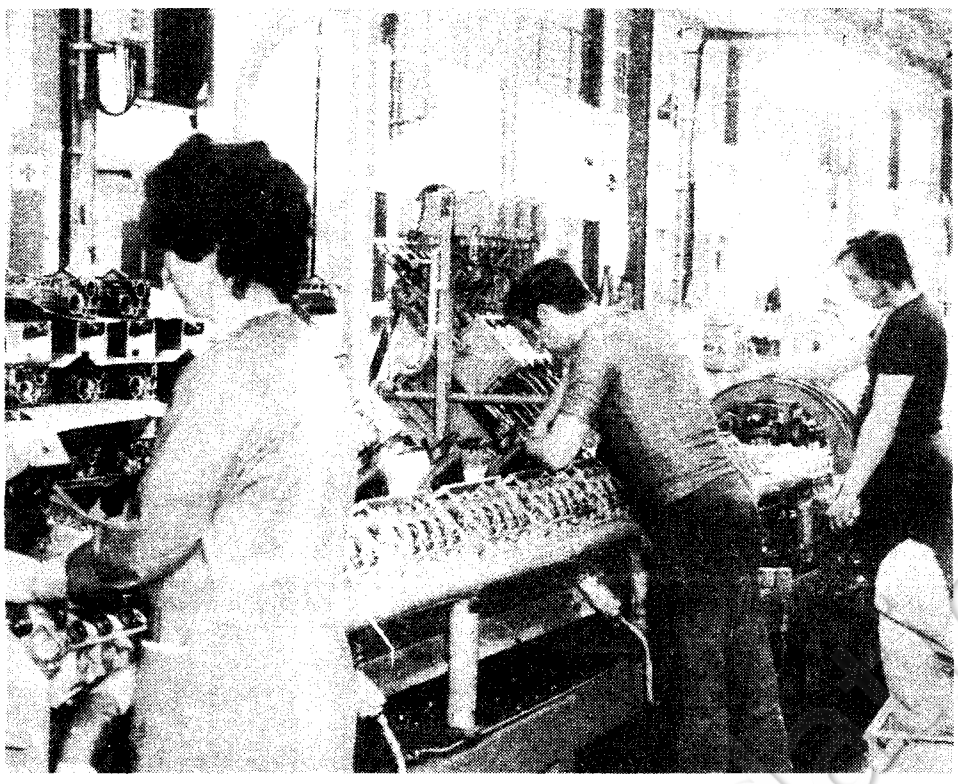
« *Cela fait plus de vingt ans*, disent les socialistes, *que nous réclamons la reconversion des entreprises. En vain. En 1970-71, lors de la candidature Ortoli, le préfet et le président de la chambre de commerce promettaient d'amener le renouveau. Ils accusaient les socialistes de passéisme... Où sont-ils maintenant ? Les industries qui ont été amenées ne sont que des bouche-trous souvent inadaptés, comme les usines d'automobiles où, avec la crise pétrolière, les problèmes n'ont fait que se reposer avec plus de gravité pour la région.* »

Le cadre de vie

A ce maussade panorama de l'activité industrielle s'ajoute le problème du cadre de vie. Le paysage a été marqué par une industrialisation sauvage qui ne se souciait aucunement des sites. L'usine était le centre de tout, et la ville n'était conçue qu'au service de l'usine... Mais celle-ci disparaît.

Au parc de logements très anciens se sont ajoutées des opérations de logements sociaux au rabais, où l'on visait le quantitatif sans souci du qualitatif. Il faut maintenant un énorme travail de réhabilitation, voire un remodelage complet du cadre de vie.

Enfin reste à résoudre un problème de formation professionnelle permanente. C'est un pays où l'on allait moins à l'école qu'ailleurs. Très jeune, on allait à l'usine, à la mine. Les gens du Nord sont pénalisés d'avoir été pauvres, d'avoir été laborieux, d'avoir été exploités par les usines à la recherche d'une main-d'œuvre moins chère. Ils veulent maintenant ne plus être ce « gisement » de travailleurs qu'on abandonne quand il n'est plus utile, plus rentable... comme on abandonne une mine ou de vieux hauts fourneaux.



Les gens du Nord ne veulent plus être ce « gisement » de travailleurs qu'on abandonne quand il n'est plus utile...

120 groupes d'entreprise en première ligne

PIERRE WINDELS est responsable du secteur « entreprises » dans une fédération qui compte 120 groupes socialistes d'entreprise.

C'est à lui qu'il appartient de mobiliser les militants. Après le congrès du PS à Metz, ceux-ci avaient surtout reporté leur dévouement sur l'action syndicale, mais l'approche de la grande échéance électorale les rassemble à nouveau. « *Il ne manquera pas un bouton de guêtre* », affirme Pierre Windels.

Un permanent pour les entreprises

Dans les entreprises, c'est la grande lutte pour la survie : « *Les houillères, la sidérurgie et le textile, trois pans entiers de l'économie qui tombent. Les syndicats s'occupent des revendications, et nous soutenons leur action. Nous assurons également le relais avec ce qui se passe dans les assemblées locales et régionales.* »

L'implantation des groupes d'entreprise est très difficile, car le patronat fait tout pour les empêcher de se créer. Les patrons s'estiment les seuls à avoir vraiment le droit de s'exprimer à l'intérieur des entreprises.

L'action dans les entreprises est jugée si importante que Pierre Mauroy envisage de créer un poste de permanent spécial pour les entreprises, par arrondissement.

La Madeleine, un bastion à conquérir en profondeur

La Madeleine, une commune de 20 000 habitants, est en train de devenir le Neuilly lillois. C'est du moins l'ambition du député-maire actuel, M. Dhinnin (appartenant à la majorité) qui, à l'emplacement des usines Boussac et des anciennes industries, préfèrent voir pousser des immeubles pur cadres fortunés.

« Nous voulons gagner »

Mais la municipalité reste impassible, trop heureuse de voir s'éloigner un décor de travail qui ne peut que nuire au « standing ».

La section socialiste existe depuis 1971. Son secrétaire, Bernard Masset, dénonce « *le manque de décentralisation des pouvoirs de la part de la municipalité, et l'absence de démocratie locale véritable. Les commissions extra-municipales ont disparu. La population n'est jamais consultée. « Surtout pas de vague », telle semble être la devise du maire.* »

« *Pour nous,* explique Bernard Masset, *la bataille est donc globale. Nous avons des victoires à remporter, qui commencent par l'élection présidentielle. Mais nous voulons gagner en profondeur. Dans un an, il y a les cantonales, dans deux ans les municipales... et sans doute avant cela des législatives anticipées. Nous voulons gagner cet ensemble de combats.* »



PIERRE MAUROY

«La grande réforme, c'est la décentralisation»

POUR Pierre Mauroy, président du conseil régional du Nord - Pas-de-Calais, député du Nord et maire de Lille, dans la campagne qui commence, le Nord va être motivé par deux sortes de problèmes.

« *Il souffre à la fois de la crise générale et de ses problèmes d'adaptation,* dit-il. *L'emploi est le souci le plus important. Concrètement, c'est le problème du charbon. Il faut retrouver une politique dynamique.*

» *C'est aussi celui du textile : l'Europe est une passoire. Nous sommes concurrencés par les pays européens, c'est normal. On cite chaque fois les pays en voie de développement. Mais les Etats-Unis nous livrent une véritable guerre économique dans le textile. Les entreprises françaises doivent, d'une certaine façon, être protégées. Sans « protectionnisme », mais selon une politique d'équilibre.*

» *Toute cette crise du Nord n'aurait pas été si grave si, au moment des mutations nécessaires, on avait trouvé un gouvernement capable d'une assez grande politique...*

» *Le deuxième thème, c'est l'importance des collectivités locales et régionales. Lors de la grande révolution technique et industrielle, les travailleurs qui étaient vraiment exploités, matraqués dans les usines, se sont en quelque sorte réfugiés dans les mairies qu'ils ont conquises.*

» *C'est pourquoi ils sont attachés aux collectivités locales. Nous vivons une expérience régionale qui est sans doute celle qui a le plus d'ampleur, une expérience pilote. La régionalisation, la décentralisation, c'est la grande réforme, la France remise à l'heure de son propre mouvement. Tout cela est ressenti avec une grande acuité par la population, et les sondages le prouvent.* »

FO réclame une table ronde sur le textile

LE Congrès national de la fédération FO du textile, de l'habillement et des cuirs et peaux s'est achevé samedi à Villeurbanne (Rhône) par la demande de l'ouverture immédiate d'une discussion tripartite sur le problème de l'emploi dans le textile. Francis Desrousseaux a été réélu à la tête de la fédération.

Pendant trois jours, 200 délégués, représentant 39 000 adhérents (chiffre en baisse dû aux suppressions d'emplois dans le textile), ont débattu de la crise du textile et des importations.

Hostile au protectionnisme, la centrale d'André Bergeron a dénoncé violemment le « trafic de perfectionnement passif », qui fait qu'un tissu venant d'Extrême-Orient est donné en confection en République démocratique allemande ou en Hongrie et devient, avec une minuscule finition en République fédérale allemande, un costume « made in Germany ».

Soulignant que les patrons italiens, allemands et aussi français avaient recours à de telles pratiques, FO demande que tout vêtement supportant une part importante de sa transformation à l'étranger soit considéré comme une importation. Le syndicat réclame en outre que l'accord multifibres (AMF) soit renégocié et reconduit, et que, surtout, le gouvernement se donne les moyens d'exercer un contrôle sur ces accords régulièrement contournés par les grandes multinationales. Elle demande aussi que l'évolution des importations soit basée sur la croissance réelle de la consommation et non pas sur une croissance prévue de 6 %. Les congressistes ont discuté longuement d'un projet gouvernemental visant à confier l'importation des articles d'habillement aux industriels français du textile.

Francis Desrousseaux a précisé qu'il était hostile à « cette pratique anti-industrielle, commerciale, et mercantile ». Enfin décrivant la situation inquiétante de la chaussure, FO exige un accord type AMF pour ce secteur. Par ailleurs, le congrès a affirmé son opposition à la politique salariale en vigueur, les patrons faisant référence à une circulaire du CNPF qui recommande de négocier les salaires à moins 2 % de l'indice des prix français.

J. B.

Personnes âgées: le bilan n'est pas si brillant

En présentant à la presse, le 5 mars, le rapport établi à sa demande par Rose-Marie van Lerberghe et par Stéphane Paul, Jacques Barrot, ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, a tenu à souligner les efforts déployés par le gouvernement en faveur des personnes âgées. Le bilan n'est pourtant pas aussi brillant qu'il y paraît.

UN des grands thèmes de la campagne de Giscard sera l'aide aux personnes âgées, qu'il considère comme une de ses principales réussites. Il a d'ailleurs tout lieu d'être satisfait, puisque 65 % des Français pensent que ce qu'il a fait pour les retraités est positif.

Et tout d'abord, la fameuse augmentation de 42 % en sept ans du pouvoir d'achat du minimum vieillesse, dont Giscard s'enorgueillit tant... Il oublie de dire que l'on partait, en 1974, d'un niveau tellement bas qu'il était à la limite de la décence. Tout autre président digne de ce nom l'aurait donc augmenté dans les mêmes proportions... au minimum. Comment fait-on, en effet, pour vivre aujourd'hui avec 1 416 F par mois, même lorsque l'on est à la retraite et que l'on a — en principe — moins de besoins... ? La question ne mérite-t-elle pas d'être posée ? Le rapport Van Lerbergh/Paul souligne l'augmentation du nombre des aides ménagères, qui aident aujourd'hui 300 000 personnes. *« Mais on estime,* souligne Yannick Moreau, une des responsables au PS des personnes âgées, *que 800 000 personnes en ont besoin.*

» *Quant aux soins à domicile,* poursuit Yannick Moreau, *dont le gouvernement se glorifie, cela fait vingt ans qu'on les expérimente... et cette forme de soins souhaitée par tout le monde, qui permet d'éviter le milieu traumatisant de l'hôpital, ne concerne aujourd'hui que 2 000 personnes. Or il y a là un besoin énorme et... des possibilités d'économies pour la Sécurité sociale.* »

En ce qui concerne les maisons de retraite, un décret du ministre de la Santé et de la Sécurité sociale projetant de supprimer la limite, fixée à 25 %, des lits destinés aux cures médicales est en préparation. Cela afin d'offrir à toutes les personnes âgées la possibilité d'être soignées sur place et non dans un hôpital.

De même, le médecin traitant pourra continuer de donner des soins à son client entré en maison de retraite.

« *Or tout cela,* estime Yannick Moreau, *n'est que strictement normal, si le gouvernement veut mettre en pratique ses beaux discours sur les personnes âgées.* »

Quant aux unités de moyen séjour, une circulaire de 1977 y a limité à soixante jours le séjour de rééducation fonctionnelle, pris en charge par la caisse maladie. Jacques Barrot a souhaité, le 5 mars, que cette limite soit dépassée, « lorsque les soins sont effectivement justifiés ».

Au nom de l'égalité de tous devant les soins, le Parti socialiste demande que cette limite des soixante jours soit entièrement levée.

« *Enfin, pour l'hospitalisation de long séjour,* affirme Yannick Moreau, *le rapport Van Lerbergh/Paul est muet sur le remboursement des frais. Ceux-ci sont très élevés. Or le remboursement de la Sécurité sociale est plafonné à 94 F par jour. Le reste du coût est transféré sur les frais d'hébergement, sur lesquels le remboursement n'est que de 200 F par jour. Résultat : le retraité doit payer le reste, qui est pris sur sa pension. Quand celle-ci ne suffit pas, l'établissement hospitalier se tourne vers le bureau d'aide sociale. Quand la famille de la personne hospitalisée a des revenus relativement élevés, le bureau d'aide sociale se tourne à son tour vers elle. Il y a là une inégalité flagrante. Nous demandons la prise en charge de tous les soins par la caisse maladie.* »

Le Parti socialiste précisera sa politique en faveur des personnes âgées dans un livre à paraître fin mars, *Retraite et Socialisme.*

G. F.



Les soins à domicile, dont on parle depuis vingt ans, ne concernent encore que 2 000 personnes par an.

BREF

• **Honda,** le premier constructeur mondial de motocyclettes, envisage de prendre une participation dans le capital de British Leyland, à la demande du gouvernement britannique. Si cette prise de participation se réalise, les restrictions qui limitent à 11 % la part de l'industrie automobile japonaise sur le marché britannique pourraient être détournées.

• **Dans une lettre adressée,** dimanche 8 mars, à Valéry Giscard d'Estaing, la confédération écossaise « TUC » demande au chef de l'Etat français d'intervenir pour que l'usine Talbot-Citroën de Linwood (Ecosse) ne soit pas fermée à la fin de 1981. Trois autres messages semblables ont été envoyés à François Mitterrand, Jacques Chirac et Georges Marchais. La fermeture de l'usine écossaise entraînerait 4 800 suppressions d'emplois.

Des arrêts de travail seront observés dans les ateliers du Sentier dans les jours qui viennent et une manifestation aura lieu le 16 mars dans les rues de ce quartier.

• **La fédération Hacuitex** (habillement, cuir et textiles) et l'UD-CFDT de Paris lancent une campagne en faveur des travailleurs immigrés travaillant dans la confection parisienne.

• **Philippe Thomas,** président de Pechiney-Ugine-Kulhmann (PUK), une des plus importantes multinationales françaises, a affirmé son opposition à toute prise de position des chefs d'entreprise dans la campagne électorale. « *Notre métier n'est pas d'intervenir sur la scène politique* », a-t-il précisé.

Abonnez-vous à «Combat socialiste»

3 mois : 150 F
6 mois : 300 F
1 an : 550 F

Agriculture

Le salon de la crise

C'EST sous le signe de la crise que se sont ouverts, dimanche 8 mars, à Paris, le 18e Salon international de l'agriculture et le 52e Salon de la machine agricole.

La traditionnelle fête de l'agriculture, organisée dans ce qu'il est désormais convenu d'appeler la « plus grande ferme du monde », ne saurait faire oublier totalement que 1980 a été l'année la plus négative de la décennie pour l'évolution du revenu des agriculteurs et la plus mauvaise depuis 1972 pour l'industrie du machinisme agricole.

La baisse du revenu des agriculteurs, qui s'est accélérée en 1980, s'est répercutée sur les industries du machinisme dont les ventes ont reculé de 10 % l'an dernier.

« *Il deviendra impossible de continuer à produire des biens agricoles en les vendant à des prix inférieurs à leurs coûts de production* », a déclaré récemment Daniel Dreyfus, président du syndicat général des producteurs de machines agricoles. En pleine campagne pour la fixation des prix agricoles européens pour 1981, cette déclaration prend figure d'avertissement.

Diverses manifestations sont prévues durant ce salon, notamment le 13 mars, date retenue par les militants de la CGT pour « *protester contre le démantèlement des industries agro-alimentaires, l'arrachage des vignes, la destruction massive des fruits et légumes, l'abandon du tabac et du machinisme agricole.* »

La plus grande ferme du monde

Plus de 5 000 échantillons de produits depuis les vins jusqu'aux fromages, en passant par les eaux-de-vie, les poulets, les miels, les huiles et jus de fruits seront expertisés par 1 400 juges.

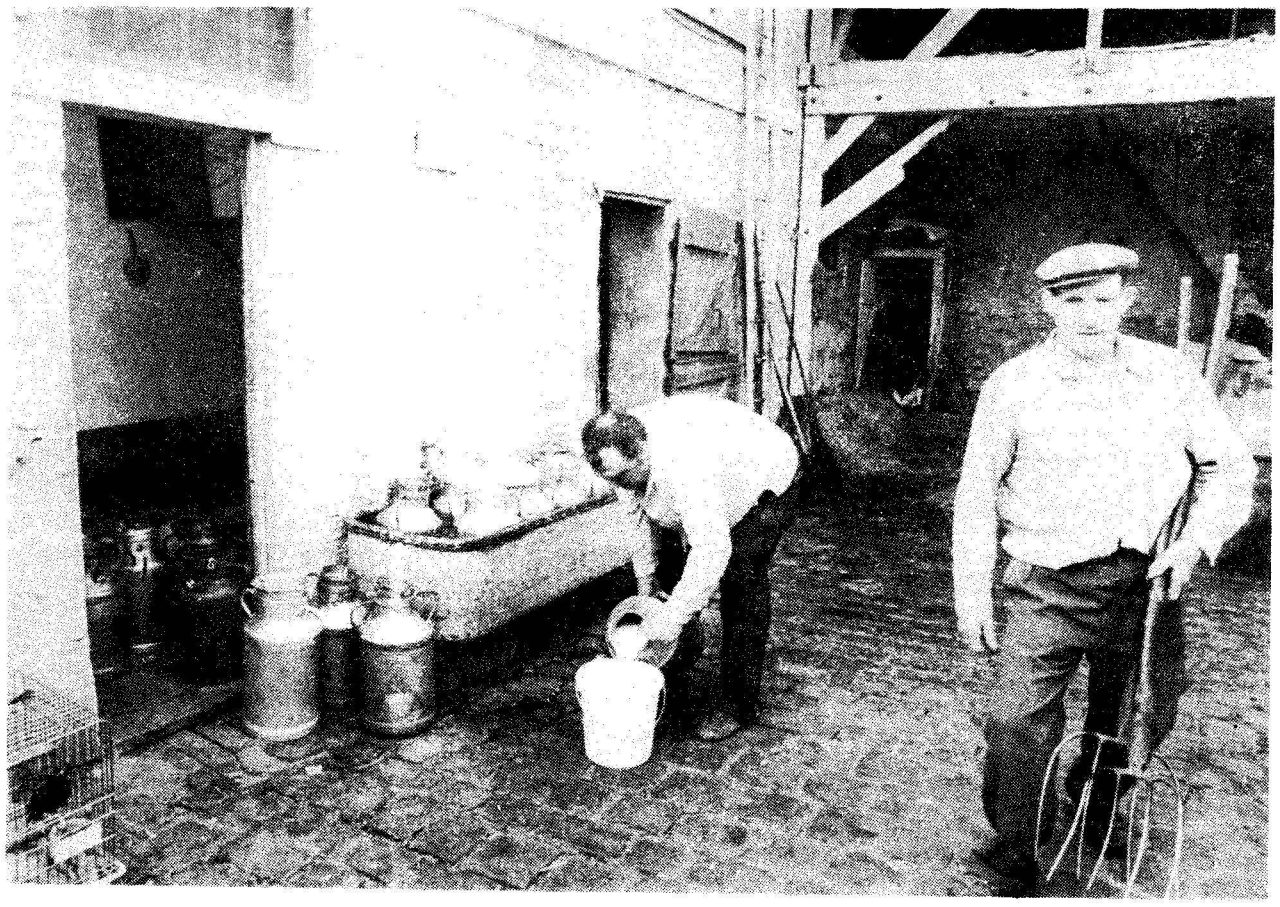
Deux mille trois cents bêtes parmi les plus belles, sélectionnées dans les espèces bovine, porcine, chevaline, ovine et caprine, seront présentées aux concours d'animaux. Parmi elles, « Danoise », un vache frisonne de treize ans et demi, retiendra l'attention puisque, à elle seule, elle a, au cours de son existence, produit plus de 100 000 kg de lait.

Paris-Brune : grève reconduite

Les postiers du centre de tri Taris-Brune ont reconduit vendredi la grève déclenchée la veille. Selon le secrétariat d'Etat aux PTT, il n'y a pratiquement pas eu de grévistes le matin, et, dans l'après-midi, le mouvement était suivi à 24 %. Selon les syndicats, le taux de participation à la grève était situé aux alentours de 40 %.

Cette action, menée par la CFDT et FO, a pour but d'obtenir l'ouverture de négociations sur le problème des repos compensateurs, le contrôle des cadences et l'amélioration des conditions de travail.

Les syndicats demandent aussi un accroissement des effectifs, qu'ils chiffrent à 250 agents. Ils craignent que la « redéfinition de postes de travail » que veut mettre en œuvre la direction ne se traduise par la suppression d'une centaine d'emplois.



D'énormes quantites de lait entrent dans la CEE en franchise. (Roland Bourguet/SEPIA)

La politique agricole commune, rafistolage ou nouveau départ?

1 Surveiller les importations de produits concurrents

Le gouvernement français souhaite que la hausse des prix européens agricoles soit de 12 % pour la campagne 1981-1982. Ce serait une « *bonne chose* » a déclaré, jeudi 5 mars, Pierre Mehaignerie. Le ministre français de l'Agriculture a également indiqué que la France proposerait, lors du Conseil des ministres des Dix, les 16 et 17 mars prochains, un plan en trois points pour réduire les dépenses du budget agricole communautaire. A quelques jours du départ du traditionnel « marathon » agricole, nous commençons aujourd'hui la publication d'une série de deux articles sur la réforme de la politique agricole commune.

DEPUIS quelques mois le thème est à la mode : il faut réformer la politique agricole commune (PAC), et de séminaires en dîners en ville — eh oui, on s'y occupe aussi de la campagne pour technocrates et politiques — le « dossier » fait fureur. Le sujet, il est vrai, est triplement à l'ordre du jour :

• Institutionnellement, le Conseil des ministres de l'Agriculture a renouvelé au printemps dernier, au plus fort de la crise européo-britannique, son mandat à la commission pour proposer des réformes ;

• Politiquement, la PAC est, avec la pêche et la sidérurgie, le problème à propos duquel les divergences d'intérêts entre les États européens sont le plus susceptibles de mettre à mal le fonctionnement de la coopération communautaire : le psychodrame à épisodes de l'an dernier, joué avec un certain talent par la « dame de fer » et avec beaucoup moins de talent par certains de ses partenaires, est présent à toutes les mémoires ;

• Economiquement, un système qui, malgré d'interminables marathons, chantages et marchandages politico-budgétaires, utilisent plus des deux tiers des ressources de la Communauté et consacre, pour la quatrième année consécutive en France, la diminution du niveau de vie des agriculteurs est à terme condamné.

Remède miracle

En fait, la PAC, est invoquée par les gouvernements conservateurs européens, et particulièrement par le pouvoir giscardien, tantôt comme la source de tous nos maux, tantôt comme le remède miracle. Manichéisme bien commode qui permet de fuir ses responsabilités en les rejetant sur un anonyme « Bruxelles ». La PAC est ainsi devenue un mythe, c'est-à-dire un alibi social, un leurre. Or elle repose sur trois principes : la préférence communautaire, la responsabilité financière commune et l'unicité du marché.

Le premier principe se traduit par l'instauration d'un système de prélèvement aux frontières afin que les produits importés ne le soient pas à des prix inférieurs à ceux du marché communautaire ; le deuxième par la centralisation des financements dans le cadre d'un organisme commun, le FEOGA.

De ces principes, découle celui des ressources propres de la Communauté, constituées, outre par les prélèvements, par d'autres droits de douane et par une fraction du produit de la TVA dans la limite de 1 %. Notons en passant que, contrairement à ce qui est souvent dit, ce plafond n'est pas atteint puisqu'en 1980 seules, 0,70 % des recettes de TVA ont été utilisées. François Mitterrand a eu l'occasion de rappeler, lors de la Convention nationale agricole, que les socialistes étaient attachés à ces principes et que, ce qui était en cause, c'était leur respect, non leur fondement. Ainsi, pour les deux produits d'origine animale dont les marchés sont particulièrement sensibles — le lait et la viande bovine, — d'énormes contingents, négociés au GATT ou bilatéralement, entrent en franchise totale ou partielle de prélèvements.

Chicago centre du monde

La réforme de la PAC en ce domaine, ce pourrait être tout simplement une véritable volonté politique afin de mieux surveiller les importations des produits concurrents, tout en restant ouvert aux échanges internationaux, en développant une politique dynamique de l'exportation et en contribuant à la lutte contre la faim dans le monde. Deux faits majeurs au moins le justifient : le problème des excédents ne devrait plus être abordé sans référence aux chiffres cités par Edgar Pisani le 1er mars dernier : de 50 millions en 1970, les besoins d'importation de produits agricoles des pays en voie de développement passeront à 250 millions de tonnes en l'an 2000.

Les écarts entre prix mondiaux et prix communautaires donnent lieu eux aussi à bien des mystifications. Les premiers ne sont le plus souvent que ceux pratiqués par les grandes firmes américaines, toutes aides de l'Etat engrangées. Ainsi en est-il pour le blé, le monde se réduisant en l'occurence à Chicago.

Yann ROLAND

• Prochain article : Garantir les prix au producteur.

Chômage: Arles ville sinistrée

LA venue en Arles de Pierre Mauroy, député du Nord, maire de Lille, qui parlait au nom de François Mitterrand, le jeudi 5 mars, est tout à fait significative.

Arles, petite ville de 50 000 habitants, peut être considérée comme sinistrée. Elle bénéficiait jusqu'à récemment de l'apport d'emplois de quatre grands établissements :

• Les Constructions Métalliques de Provence (CMP) ;
• Les papeteries Etienne ;
• Les ateliers de la SNCF ;
• L'entreprise chimique Solvay.

Aujourd'hui, avec l'accord des pouvoirs publics, les CMP sont rachetées par le groupe américain Chicago Bridge Iron Company, qui licencie 600 personnes des deux usines arlésiennes occupées actuellement, l'usine du Trébon, 464 personnes ; l'usine du Chemin-des-Moines, 130 personnes. 90 personnes seraient gardées pour travailler dans une autre unité, à Fos-sur-Mer.

Les papeteries Etienne, elles suppriment 221 emplois sur un effectif total de 338 personnes. 45 des personnes licenciées se verront probablement offrir une proposition de mise en préretraite.

Les ateliers de la SNCF ne licencient pas, mais centralisent tous leurs travaux à Miramas et ne remplacent pas les départs à la retraite. Sur 800 emplois existants, il n'en subsiste aujourd'hui que 120.

L'entreprise chimique Solvay et la Compagnie des Salins du Midi, Dieu merci, se portent bien, mais n'envisagent pas d'embaucher plus d'une dizaine de personnes.

L'alibi de la fatalité

Comme ailleurs, les petites entreprises du textile et du bâtiment d'Arles doivent faire face actuellement à des difficultés financières.

Enfin, dans le secteur de l'agriculture, on vient de faire les comptes : une centaine d'emplois seront supprimés. La vigne est en effet arrachée, et la riziculture enregistre un net recul.

Jacques Perrot, le maire communiste de la ville, rappelle qu'il y a vingt ans, les 30 000 hectares camargais suffisaient amplement aux besoins français ; aujourd'hui, 3 500 hectares couvrent le cinquième de la fourniture de ce même marché.

Malgré les promesses des pouvoirs publics, aucune proposition n'a été jusqu'à aujourd'hui présentée au maire pour enrayer les effets désastreux de ces suppressions d'emplois.

Mais est-ce bien la fatalité qui était en cause à Arles ?

Marie-Eve MOLLE

Concours pour une maison à énergies douces à Plogoff

A Plogoff, comme dans tout le cap Sizun, la lutte se poursuit contre le projet de construction d'une centrale nucléaire de 5200 mégawatts. Cette lutte n'est pas seulement défensive, elle se manifeste aussi par des actions positives visant à démontrer sur le terrain qu'il existe une alternative énergétique et économique au nucléaire.

C'est ainsi que, après avoir contribué à l'installation d'une unité de production de gaz de fumier chez un agriculteur, l'association Plogoff-Alternatives a lancé un concours d'idées pour l'étude et la réalisation à Plogoff d'une maison autonome utilisant les seules énergies renouvelables.

Jeudi 5 mars, les quinze projets reçus ont été présentés à la presse. Après une première sélection, le choix définitif sera fait à Plogoff, le dimanche 19 avril, par un jury présidé par Haroun Tazieff. Ce dimanche de Pâques sera l'occasion d'un rassemblement au cours duquel sera posée la première pierre de la maison autonome.

Cette maison, construite par des bénévoles et des artisans locaux, tout comme les deux bergeries édifiées sur le site de la centrale, symbolisera la volonté des habitants du cap Sizun de bâtir un avenir sans nucléaire.

Une souscription est ouverte : Plogoff-Alternatives, BP n° 3, Plogoff, 29113 Audierne.

Daniel BOUER

• Plus d'un tiers (34 %) de l'électricité française a été produite par les centrales nucléaires au mois de janvier dernier. Sur l'ensemble de l'année 1981, en tenant compte des arrêts nécessaires des centrales pour le chargement des réacteurs en uranium, la part du nucléaire dans la production de l'EDF devrait atteindre seulement 31 %, contre 23,5 % en 1980 et 13 % en 1979.

Israël multiplie ses incursions

Le Sud-Liban champ de bataille du Proche-Orient

Libanais, Palestiniens, Syriens, Israéliens et casques bleus sont en permanence confrontés à des situations explosives au Sud-Liban. Leur marge de manœuvres est étroite.

LES premiers incidents au Sud-Liban ont commencé en 1948. A l'époque, les Arabes espéraient encore anéantir l'Etat juif embryonnaire. La bataille s'est soldée par l'occupation israélienne d'une douzaine de villages libanais. Puis il y a eu l'armistice, en 1949, et chacun est rentré dans son « chez-soi », à l'exception des Palestiniens. Le calme est resté quasitotal jusqu'en 1967. A cette date, il y a la guerre des Six-Jours, mais, surtout, la naissance de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Elle opère à partir des territoires limitrophes d'Israël.

Toutefois, le champ d'action palestinien se rétrécit peu à peu. Il y a d'abord la guerre d'usure que se livrent les pays du champ de bataille, l'élimination de l'OLP de Jordanie, en 1970, et les accords de désengagement après la guerre d'octobre.

La résistance palestinienne concentre ses forces et son action au Liban, tandis qu'Israël commence déjà sa politique de représailles, même à l'intérieur du territoire libanais. La population civile n'est pas épargnée.

Après de vaines tentatives diplomatiques de la part de Beyrouth pour modérer les activités palestiniennes, le gouvernement est contraint, en 1969, de faire appel à son armée. Les incidents, concentrés au Sud, s'étendent à la capitale et à Tripoli, au nord du pays. Grâce à l'intervention de Nasser, Libanais et Palestiniens signent les fameux accords du Caire. Accords en principe secrets, mais dont on sait qu'ils délimitaient les zones de liberté de l'OLP.

Le gouvernement libanais n'a pas les moyens de faire respecter ces accords. En 1973, nouveau round entre l'armée et les Palestiniens. Les combats sont violents.



Camp de réfugiés palestiniens à Beyrouth. (Photo Olivier Thomas/Atelier)

A la fin de la quatrième guerre israélo-arabe, le Liban est le seul refuge d'action armée pour les Palestiniens. La tension monte. Les bombardements israéliens au Sud provoquent l'exode de la population. Le déclenchement de ce que l'on a appelé pudiquement, en 1975, la « guerre du Liban » n'est pas étranger à la concentration palestinienne dans le pays.

La désorganisation progressive de l'Etat libanais a finalement transformé un pays qui se voulait partisan du camp arabe, sans s'engager militairement, en champ de bataille privilégié de la guerre israélo-arabe. D'où le partage actuel du territoire entre différentes factions.

Le Front libanais (essentiellement phalangiste), règne sur la partie centrale et chrétienne du Liban. Le



On peut risquer sa vie en traversant Beyrouth. (Photo Gérard Rancian/Sygma)

reste, jusqu'au fleuve Litani, au sud, est sous surveillance des casques verts arabes (Force arabe de dissuasion), maintenant exclusivement syriene). A l'intérieur de ce territoire, plusieurs formations libanaises et palestiniennes se partagent des zones d'influence.

Enfin, à partir du fleuve Litani, considéré comme la « ligne rouge » imposée par Israël, au-delà de laquelle aucun mouvement de troupes syriennes n'est toléré, se succèdent les forces des Nations unies (FINUL) et les chrétiens du rebelle Saad Haddad, installés dans une enclave. La dernière bande frontalière est occupée par l'armée israélienne. Cette dernière est présente sur une profondeur de terrain allant de 1,5 km à 6 km.

En 1978, alors que les combats reprenaient dans le Sud-Liban, Israël en a profité pour occuper 1 100 km² du territoire libanais. Objectif de cette opération : *« Nettoyer la région des bases terroristes »*, mais, surtout, relier entre elles les enclaves chrétiennes pour former une *« ceinture de sécurité »*.

Sommé de se retirer par le Conseil de sécurité des Nations unies, qui a envoyé 6 000 casques bleus pour rétablir le calme et la souveraineté libanaise, Israël ne s'est exécuté que partiellement. Il a remis à la FINUL une partie du territoire et, plus au sud, laissé à Saad Haddad le soin de régner sur 850 km² de terres, tout en conservant l'arrière-pays. L'enclave est défendue par 4 200 hommes ralliés à la cause de l'« Etat du Liban libre ».

La zone actuellement sous contrôle israélien surplombe la vallée du Litani. Des hauteurs on observe les mouvements de l'armée syrienne. Les Israéliens ont également à portée de canon les villes de Tyr et de Sidon. Enfin, ils font face au château de Beaufort, seul bastion avancé entre les mains des Palestiniens-progressistes. Cette présence triple, des Israéliens, des rebelles et des casques bleus, sert finalement de tampon aux infiltrations des fedayins.

L'évolution de la situation au Liban, et en particulier au Sud-Liban, tend à entraver la dernière liberté dont dispose l'OLP à proximité de l'Etat hébreu. Certes, les Israéliens n'ont pas encore atteint leur objectif. Mais cette région vit peut-être le dernier chapitre de la guerre israélo-arabe.

Béatrice KHADIGE

Perspectives d'accord entre l'Irak et l'Iran?

En évitant d'aborder la question clef du conflit — à qui appartient le Chatt-el-Arab ? — la mission islamique de bons offices a peut-être trouvé la solution susceptible de mettre sur les rails un processus de paix.

DANS les propositions publiées ces jours-ci à Djeddah, pour trouver une issue à la guerre du Golfe, le Chatt-el-Arab (débouché maritime du Tigre et de l'Euphrate) n'est évoqué que pour affirmer la nécessité d'y rétablir la libre navigation.

Or, jusqu'au 22 septembre 1980, premier jour des hostilités entre l'Irak et l'Iran, aucun pays n'avait réellement tenté d'entraver la navigation de l'autre dans le Chatt-el-Arab. Pour l'entraver, il fallait faire la guerre : c'est ce qu'a fait l'Irak.

C'est aussi une formule purement rhétorique qu'a utilisée le comité pour parler du *« respect des souverainetés et des intégrités territoriales »*. Tout le monde est bien d'accord, mais où appliquer la souveraineté et respecter l'intégrité ?

Très prudemment, le comité a joué sur les mots quand il a condamné l'*« acquisition de territoires par la force »*. La voie d'eau est-elle un territoire à proprement parler ? C'est la porte ouverte à des exégèses sans fin.

Le président irakien Saddam Hussein a toujours dit — à quelques exceptions près — qu'il n'avait pas de visée sur les parties du territoire iranien occupées par l'armée irakienne. Mais, sur la maîtrise du Chatt-el-Arab, il ne transigera pas.

Cette voie d'eau est sa seule porte sur l'extérieur. Il pouvait à la rigueur s'en passer au stade d'une économie de subsistance. Mais il est impensable qu'il s'en déssaisisse dans la perspective de la transformation du pays en nation moderne et développée.

Le comité a donc — prudemment — remis à plus tard l'ouverture de ce lourd dossier, pour se limiter à l'immédiat et à l'urgent : l'établissement d'une situation de non-hostilité dans le Golfe grâce à un cessez-le-feu, suivi d'un retrait irakien.

Au pire, si une paix formelle n'est pas rétablie rapidement entre les deux pays, les observateurs islamiques chargés de contrôler le retrait irakien pourraient rester sur le terrain et éventuellement se transformer en « force-tampon ». La navigation reprendrait alors grâce à des astuces diplomatiques qui sauveraient la face de l'Irak et assureraient à l'Iran la réouverture d'Abadan.

Les principes extraordinairement creux et vagues énoncés par le comité islamique paraissent avoir séduit les Irakiens. Peut-être sont-ils déjà assez sûrs de sauver l'essentiel — la maîtrise du Chatt-el-Arab — pour accepter des concessions importantes sur le reste.

En présence de l'armée française

L'élection semble être jouée en Centrafrique

C'est dimanche prochain que les électeurs de Centrafrique se rendront aux urnes pour désigner le président de la République, qui sera élu pour six ans. Grand favori : David Dacko, président sortant. Outsiders : Abel Goumba, Ange Patassé et Henri Maidou. Un participant de marque à ce scrutin : l'Armée française.

LA campagne électorale bat son plein à Bangui et dans les grandes villes de Centrafrique. Des camionnettes sillonnent les rues en diffusant des airs de propagande et certains Centrafricains arborent des tee-shirts à l'effigie de leur candidat préféré.

A l'heure actuelle, une élection présidentielle comprenant une pluralité de candidatures est suffisamment rare en Afrique pour que ce fait soit souligné. Cependant, l'égalité des candidats n'est pas réalisée. C'est d'ailleurs pourquoi le président du Parti socialiste centrafricain, Tandalet Okito, a retiré sa candidature : *« Avant toute élection, il faut établir les listes électorales, réaliser un découpage électoral rationnel. »*

Tout permet de penser que le président David Dacko, installé par la France, en septembre 1979, lors de l'opération Barracuda, sera aisément réélu. Beaucoup de facteurs jouent en sa faveur.

D'abord, la présence militaire française dans le pays. A noter toutefois que les jeeps et les camions français que l'on rencontre dans les rues paraissent susciter un certain ressentiment.

Ensuite, les moyens financiers de Dacko sont très nettement supérieurs à ceux de ses adversaires. Un élément capital dans un pays où les masses rurales, dans leur majorité, sont analphabètes et n'ont pas voté depuis une vingtaine d'années.

Un candidat officiel

Enfin, de nombreux observateurs appréhendent les difficultés matérielles et les problèmes d'organisation qui risquent de compromettre le déroulement des élections.

L'élection présidentielle semble donc jouée. La France giscardienne peut-elle d'ailleurs se permettre de voir son candidat battu ?

En face de Dacko, deux des principaux candidats, Ange Patassé et Henri Maidou, ont été, à un moment ou à un autre, des proches collaborateurs de Bokassa. Ce qui ne les différencie guère de Dacko.

En revanche, la candidature d'Abel Goumba retient l'attention. Il est le seul à ne jamais s'être compromis avec l'ancien empereur. Cet ancien vice-président du Conseil de gouvernement, à l'époque de la loi-cadre, mène une campagne vigoureuse contre la corruption, tout en renonçant à exiger le départ immédiat des troupes françaises. Son handicap : il est demeuré absent de son pays pendant vingt ans. Et, surtout, il ne dispose pas des moyens matériels considérables du candidat officiel David Dacko.

La victoire probable de celui-ci permettra de légitimer la présence des troupes françaises en Centrafrique.

Alain GARABIOL

Heurts entre policiers et juifs orthodoxes

Une nouvelle flambée de violence a embrasé, dimanche soir, le quartier orthodoxe de Meah Shearim à Jérusalem. Deux policiers ont été blessés et neuf véhicules de la police israélienne ont été endommagés par des pierres lancées par les manifestants en redingote et chapeau noir, de ce quartier de Jérusalem, où les habitants vivent comme dans une enclave du temps, retranchés sur leurs traditions et leurs espérances messianniques.

Les manifestants entendaient protester contre des affrontements qui avaient opposé samedi la police aux juifs orthodoxes à l'école talmudique Toledoth Aharon. Dix policiers avaient été blessés et une douzaine de juifs orthodoxes arrêtés au cours de l'assaut donné par la police pour débusquer les manifestants retranchés dans l'école.

Dimanche soir, les manifestants protestaient contre les violences de la police et le « pogrom » dont ils affirmaient avoir été victimes samedi par des policiers juifs employant des méthodes « nazies ».

EN 24 HEURES

IRAN

Khalkhali veut juger Banisadr

L'ayatollah Sadeq Khalkhali, député de Qoo, a déclaré, dimanche, que « *le président Abolhassan Banisadr doit être jugé* », en rappelant devant le Parlement le processus, prévu par la Constitution, qui autorise sa destitution. Revenant sur les affrontements survenus jeudi à l'université de Téhéran, lors d'un discours du président Banisadr, l'Ayatollah, dans un discours radiodiffusé, a déclaré : « *Le responsable est clairement connu. (...) Mon opinion est que le président de la République a trahi la Constitution.* »

Cependant, plusieurs centaines de personnes ont manifesté à Téhéran en faveur de Banisadr.

EL SALVADOR

L'archevêque accuse l'extrême droite

L'archevêque intérimaire de San Salvador, Mgr Arturo Rivera y Damas, a condamné dimanche les « *visées golpistes* » de l'extrême droite. Celle-ci est « *la véritable cause de tous les maux sociaux et politiques* » du pays, a-t-il déclaré dans son homélie.

Mgr Rivera s'est également fait le défenseur d'un dialogue entre l'opposition et le gouvernement pour des élections libres.

« *Il y a des éléments de haute valeur au sein du Front démocratique révolutionnaire* (FDR). *Il faut leur donner l'occasion d'un dialogue, d'une participation à la gestion du pays, à sa pacification et à sa reconstruction* », a-t-il dit.

GRANDE-BRETAGNE

23 % pour les sociaux-démocrates

Une alliance électorale regroupant les libéraux britanniques (onze députés) et les sociaux-démocrates, groupe récemment formé par des dissidents du Labour, devancerait les partis conservateur et travailliste si des élections devaient avoir lieu actuellement, indique un sondage publié par le *Sunday Times*. Selon cette étude, réalisée par l'institut MORI (Market Opinion Research International), si les sociaux-démocrates présentaient des candidats dans toutes les circonscriptions, les résultats du scrutin seraient les suivants : sociaux-démocrates 23 % des suffrages, libéraux 13 %, Parti travailliste 35 %, Parti conservateur (au pouvoir) 27 %, divers 2 %.

MARCHÉ COMMUN

Gigantesque trafic de viande

Les douanes britannique, irlandaise et française ont découvert un gigantesque trafic de viande au sein du Marché commun, qui aurait coûté aux contribuables de la CEE près d'un million de livres (11 millions de francs), affirme dimanche l'hebdomadaire britannique *Sunday Times*.

DJIBOUTI

Un avocat français empêché d'exercer

Un avocat français, Me Marc Bortehaut, a déclaré samedi qu'il a été empêché, « *par ordre verbal* » du président de la République de Djibouti, Hassan Gouled, d'assurer la défense de « *vingt-quatre détenus politiques djiboutiens qui doivent comparaître devant le tribunal de sûreté de Djibouti* ».

A la mémoire des victimes du stalinisme

Une manifestation antisémite relance la tension à Varsovie

Organisée à la mémoire des victimes du stalinisme, une manifestation violemment antisémite a rassemblé 1 500 personnes, dimanche à Varsovie.

L'ANNIVERSAIRE des émeutes étudiantes de mars 1968 a donné lieu dimanche, à Varsovie, à une manifestation nationaliste d'inspiration antisémite, qui a rassemblé entre 1 000 et 1 500 personnes devant le siège de l'ancien ministère de la Sécurité publique des années 1949-1953.

A la même heure, un nombre équivalent d'étudiants et de professeurs se sont réunis dans la cour de l'université pour commémorer le souvenir des événements d'il y a treize ans, qui s'étaient soldés par l'émigration de plusieurs dizaines de milliers de juifs polonais vers Israël et les pays occidentaux. Aucun incident n'a marqué ces manifestations rivales.

Une association inconnue jusqu'alors, l'Union patriotique Grunwald — du nom de la victoire polonaise de 1410 sur les chevaliers teutoniques —, avait pris l'initiative de la première manifestation, officiellement organisée à la mémoire des victimes du stalinisme, mais visiblement dirigée contre la réunion des étudiants.

Le ton de la cérémonie était donné par un panneau qui, en lettres noires sur fond blanc, appuyé au mur du bâtiment occupé en son temps par la police politique stalinienne, évoquait la mémoire des « *patriotes et communistes polonais victimes de la terreur sioniste de la clique Berman* (ancien ministre de l'Intérieur) *et Zambrowski* (théoricien du Parti à la même époque) ».

Les orateurs, d'anciens officiers de l'AK ainsi que le cinéaste communiste Bogdan Poreba, se sont appliqués à démontrer que les principaux bourreaux de la période stalinienne, en Pologne, étaient des juifs, et à justifier de cette manière la campagne « antisioniste » de 1968.

Un ancien officier de l'AK, responsable des affaires du ghetto, Tadeusz Bednarczyk, a affirmé que « *tous les vice-ministres et chefs de département* » pendant la période stalinienne étaient des « *juifs* ». « *Ce sont ces gens et leurs auxiliaires sionistes*, a-t-il poursuivi, *qui nous accusent faussement d'antisémitisme et propagent ces calomnies dans le monde entier.* »

Mise en garde de l'URSS

Le Parti communiste soviétique a sérieusement mis en garde, dimanche, la direction polonaise contre les « erreurs » susceptibles de porter atteinte aux fondements de l'Etat socialiste. Dans le même temps, il a approuvé les mesures de répression prises à l'encontre des mouvements dissidents.

Dans un article fleuve, publié en première page et traitant aussi bien des relations entre Moscou et ses alliés que du dialogue Est-Ouest, la *Pravda*, organe du PCUS, écrit : « *Les menées de l'impérialisme visant à la subversion de la communauté socialiste se font plus subtiles et plus perfides. L'exemple en est aujourd'hui la Pologne, qui traverse une crise sérieuse.* »

Rencontre de Walesa avec Jaruzelski

D'autre part, la commission nationale de coordination (organe suprême) de Solidarité, qui s'est réunie pendant plus de quinze heures samedi pour examiner les cas de « répression » contre les dissidents ainsi que contre certains syndicalistes, a évité d'adopter une position trop inflexible. Elle s'est bornée à mandater Lech Walesa pour qu'il évoque ce problème en priorité avec le général Wojciech Jaruzelski, premier ministre, au cours de l'entretien qu'il devait avoir avec lui lundi.

Dure épreuve pour Margaret Thatcher

Grève des services publics en Grande-Bretagne

Les syndicats britanniques réclament 15 % d'augmentation pour les fonctionnaires.

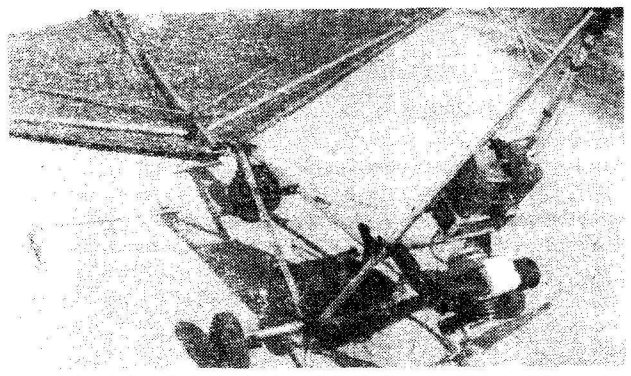
LES services publics britanniques risquaient une paralysie totale, lundi, si les 500 000 fonctionnaires du pays observaient le mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures lancé par leurs syndicats pour appuyer leurs revendications salariales.

Les syndicats entendent protester contre le refus du gouvernement Thatcher de leur accorder plus de 7 % d'augmentation, alors qu'ils en réclament 15 %.

La conséquence la plus spectaculaire du mot d'ordre de grève sera la fermeture des aéroports internationaux de Grande-Bretagne et de la majorité des aéroports locaux.

Les syndicats prévoyaient 90 % de participation à la grève, tandis que les responsables de la fonction publique estimaient que le taux serait beaucoup plus bas. Devaient notamment être fermés, les tribunaux, les bureaux pour l'emploi, les musées, les services de sécurité sociale. Les hôpitaux devaient assurer un service minimal.

Seul Buckingham Palace pouvait espérer pouvoir fonctionner normalement : les employés du palais royal bénéficiaient d'une mesure d'exemption de la part de leur syndicat, comme lors des grèves précédentes.



Le deltaplane qui a servi à l'attaque. (Photo AP)

Israël déjoue une attaque en deltaplane

DEUX fedayins palestiniens ont, dans la nuit de vendredi à samedi, pénétré en Israël à l'aide de deux planeurs qui sont en réalité deux ailes delta en tissu rouge avec une armature d'aluminium chrome équipé d'un petit moteur d'appoint.

Les deux pilotes ont été arrêtés, l'un en Israël, l'autre en territoire libanais, dans la zone tenue par les milices du commandant dissident Saad Haddad, allié d'Israël.

Le Boeing détourné de la PIA immobilisé à Damas

LE Boeing-720 de la Pakistan International Airlines (PIA) détourné était lundi matin en bout de piste sur l'aéroport de la capitale Damas.

Objet d'importantes mesures de sécurité, l'avion n'avait pas encore été ravitaillé en carburant, ce qui excluait, par conséquent, un proche décollage. Les négociations se poursuivaient entre les pirates de l'air et la tour de contrôle, en présence de hauts responsables syriens.

De source officielle syrienne, on déclarait que l'un des pirates de l'air pourrait être Rahim Bhutto, le fils de l'ancien premier ministre Ali Bhutto, exécuté par le régime militaire du général Zia en décembre 1979. De même source, on indique que le présumé Rahim Bhutto s'est déclaré disposé à rencontrer des politiciens amis, qu'il nommera, dans un pays qu'il désignera lui-même. Il aurait menacé, si sa demande est refusée, de prendre de sévères mesures à l'encontre des 111 otages. D'ores et déjà, ceux-ci connaissent le plus long détournement d'avion depuis cinq ans.

A Islamabad, au Pakistan, la veuve d'Ali Bhutto a été placée, dimanche, en résidence surveillée, en guise de représailles.

Colloque Santé et Socialisme

Votre santé dépend aussi de votre vote

« *Votre santé dépend aussi de vous* », rappelle un slogan récemment lancé par les pouvoirs publics. « *Elle dépend surtout des hommes et des partis auxquels vous confiez la direction du pays* », ont ajouté les quelque cent cinquante patients ou professionnels de la médecine réunis samedi et dimanche derniers, avenue Reille, dans le quatorzième arrondissement de Paris, à l'occasion du Ve Colloque de l'association Santé et socialisme.

LA politique que l'association souhaite soutenir s'inspire d'un choix devant parvenir, selon elle, à une meilleure prise en charge des besoins de la population ; dans cette perspective, elle refuse de conserver à l'hôpital le rôle de pivot de l'organisation sanitaire qu'il tient aujourd'hui.

Remettre en cause l'« hospitalocentrisme », voire l'« hospitalomanie » n'équivaut pas pour autant à justifier une orientation d'austérité hospitalière. Au contraire, Santé et Socialisme constate que les moyens mis à la disposition des hôpitaux sont insuffisants pour remplir leurs missions actuelles. Mais ceci ne l'empêche pas d'en remettre en cause la prédominance pour des raisons à la fois d'ordre médical et social.

Le financement des établissements par un prix de journée ne les incite en effet pas à raccourcir les séjours. Les principes de la gestion des hôpitaux favorisent l'hospitalisation et le développement des consultations externes. De plus, la difficulté que suscite le paiement de l'acte renvoie souvent vers l'hôpital des cas qu'une médecine moins pressée aurait pris les moyens de traiter.

La médicalisation des problèmes sociaux, elle aussi, contribue à maintenir à l'hôpital la place excessive qu'il occupe. C'est vrai pour les personnes âgées, les immigrés, comme pour les personnes atteintes de troubles mentaux. Le cas des personnes âgées est particulièrement significatif : les structures sanitaires qui leur sont actuellement imposées encouragent leur internement dans des hôpitaux généraux, voire dans des établissements psychiatriques. En maison de retraite, elles doivent payer le prix de leur pension ; en hospice, l'Aide sociale les prend en charge si leurs ressources sont insuffisantes, mais leurs allocations sont alors versées à l'établissement.

En revanche, si elles sont hospitalisées dans un service de médecine générale, au bout du trentième jour, elles sont intégralement prises en charge par les assurances sociales et continuent à percevoir directement leurs retraites ; enfin, dans les établissements psychiatriques, non seulement le montant de leurs pensions leur reste définitivement acquis, mais la totalité de leur patrimoine est gratuitement géré par hôpital psychiatrique.

Dans ces conditions, l'une des priorités que devrait s'assigner un gouvernement de gauche serait de mettre en place progressivement des moyens offrant des alternatives à cette forme d'hospitalisation.

Pour l'obtenir, l'association préconise des mesures visant à décentraliser réellement la responsabilité de la politique sanitaire au niveau des collectivités locales, afin que celles-ci soient en mesure de faire les choix sanitaires qu'elles souhaitent. Les élus locaux seront responsables aussi bien des dépenses sanitaires que des recettes à prélever pour assurer leur financement.

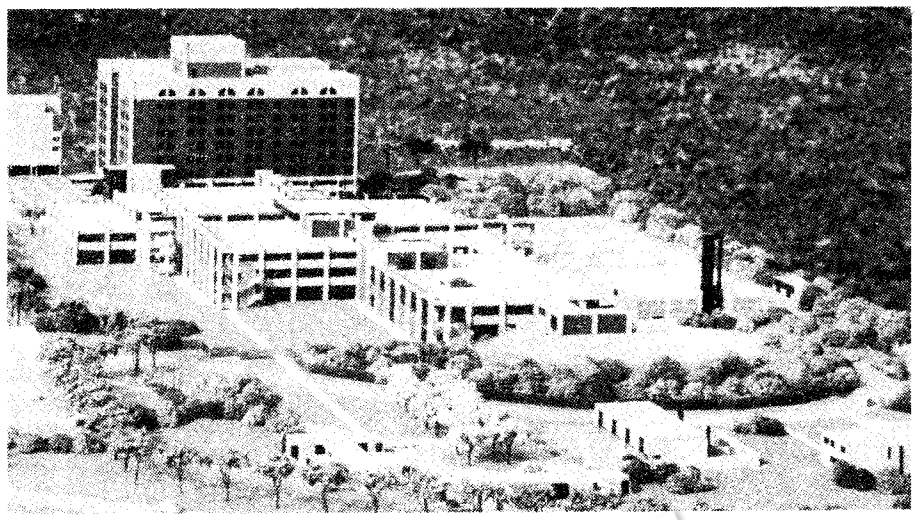
Pour répondre aux différents problèmes posés, Santé et Socialisme envisage une socialisation croissante du système de santé, dont les centres de santé intégrés (CSI) constitueront l'élément principal. Ils auront trois grands objectifs : faire de la santé un service public, supprimer le lien d'argent auquel ils substitueront le paiement à la fonction et, enfin, faire participer les usagers à l'activité des CSI.

L'axe de la politique sanitaire devant être déplacé vers des structures plus légères, les fonctions de l'hôpital se définiront par différence (soins nécessitant l'alitement ou faisant appel à des techniques médicales coûteuses, urgences chirurgicales). Mais, surtout, l'hôpital s'ouvrira sur l'extérieur beaucoup plus qu'actuellement. Les médecins hospitaliers et ceux de l'extérieur travailleront en étroite collaboration. Enfin, l'hospitalisation à temps complet ne sera plus la seule forme de soins pratiquée à l'hôpital.

L'assurance maladie couvre désormais 98 % de la population. Mais tous ne jouissent pas d'une protection identique. Si les cas les plus graves bénéficient d'un taux de prise en charge convenable, les affections les plus courantes laissent aux patients des frais non négligeables.

L'assurance maladie représentait, en 1974, 40,8 % des dépenses du régime général ; en 1978, 30 %. Elle ne couvre pas les dépenses liées à l'interruption volontaire de grossesse, ni la plupart des dépenses concernant la prévention.

D'autre part, les frais hospitaliers représentaient cinquante-trois milliards de francs en 1979, sur un total des dépenses de l'assurance maladie s'élevant à cent sept milliards. C'est dire l'importance que revêt la nécessité de parvenir à une meilleure utilisation des ressources.



A Corbeil, l'opération réussit mais l'hôpital est mort

DERNIER exemple en date de la politique de santé du gouvernement, le 6 février, le directeur général de la Santé et des Hôpitaux, M. Choussat, déclarait à FR3 : « Il n'y a pas place dans le huitième secteur de l'Essonne pour deux hôpitaux neufs. »

C'est de cette manière que les élus de Corbeil et d'Evry ont appris que le projet établi en 1979 était abandonné. Ce secteur couvre une population de 300 000 habitants répartis entre cinquante-deux communes, et connaît la plus forte poussée démographique de France. Dès 1971, un programme de construction d'hôpitaux était prévu en proportion de tels besoins. Revu successivement en 1976, puis en 1979, il a reçu toutes les autorisations et les financements ministériels nécessaires. L'hôpital d'Evry a donc été construit, et l'adjudication pour les premiers travaux de reconstruction de l'hôpital de Corbeil a été lancée. Inutilement.

Alors que le programme de 1979 soulignait la complémentarité des deux hôpitaux (437 lits à Corbeil et 414 à Evry), le directeur de la Santé laisse maintenant croire qu'il s'agit de deux centres identiques. Sa décision a soulevé l'indignation des élus. Le personnel de l'hôpital de Corbeil a lancé un mouvement de grève. Jacques Guyard, président du Syndicat communautaire d'aménagement de la ville nouvelle d'Evry, s'est énergiquement élevé contre ce coup porté à la santé de la population du département.

Dix propositions socialistes pour que les Français aillent mieux

François Mitterrand, candidat socialiste à l'élection présidentielle, est longuement intervenu dimanche matin au cours du colloque organisé par Santé et Socialisme. Il a notamment présenté et développé dix propositions en faveur de la santé des Français, qui sont résumées ci-dessous.

1. Promouvoir l'éducation et la prévention sanitaire dès l'école primaire.

2. Diminuer le prix individuel de la santé en généralisant la gratuité des soins hospitaliers, en abrogeant le ticket modérateur de la Sécurité sociale, en réduisant la part des autres dépenses restant à la charge des assurés et en rapportant les ordonnances d'effet inverse promulguées en 1967.

3. Encourager la négociation d'une nouvelle convention entre les caisses de Sécurité sociale et les syndicats médicaux.

4. Restaurer la fonction sociale des médecins généralistes de manière qu'ils redeviennent les « piliers » du système de santé qu'ils n'auraient jamais dû cesser d'être.

5. Nationaliser trois des plus grands groupes pharmaceutiques afin de permettre la constitution d'un puissant centre de recherche et de production des médicaments, fonctionnant dans le seul intérêt du public.

6. Exclure tout secteur privé de l'hôpital public.

7. Substituer au système de la tarification des journées hospitalières le principe d'une négociation du budget des établissements entre ceux-ci, la Sécurité sociale et les collectivités locales.

8. Faciliter la création de centres de santé intégrés, structures légères instaurées en réponse à des besoins effectivement constatés, fonctionnant en équipes pluridisciplinaires autorisant une prise en charge globale de tout problème de santé.

9. Supprimer les ordres professionnels.

10. Développer toutes solutions de nature à remplacer l'hospitalisation classique, qu'il s'agisse des centres de santé intégrés, des hôpitaux de jour ou de nuit seulement, ou des soins à domicile.

Elargissant le débat, François Mitterrand déclaré : « *Depuis sept ans, la santé des Français ne s'est pas améliorée ; ni celle de la France, où les inégalités devant la vie se sont aggravées. (...) Peu à peu se met en place dans notre pays une médecine différente pour les riches et les pauvres. (...) L'espérance moyenne de vie n'est pas la même selon le groupe socioprofessionnel auquel on appartient, et la mortalité infantile n'est pas la même suivant la profession des parents.* »

Evoquant par ailleurs, les problèmes de la Sécurité sociale, le candidat fait remarquer que *le chômage est la cause de son déficit puisqu'il fait perdre aux caisses 25 milliards de francs de recettes* ».

Il a indiqué que la politique de santé préconisée par les socialistes reposait sur quatre principes : la prévention, le développement de la responsabilité, l'accès aux soins pour tous, le développement de la recherche.

Allant au devant des critiques et des accusations de « dirigisme » que ses réformes risquaient de lui attirer, François Mitterrand avait au préalable affirmé que le rôle du président « *est de veiller aux grandes orientations nationales, mais qu'il n'est pas de se mêler de tout ni de se substituer à tout le monde* ». « *Telle n'est pas mon intention,* a-t-il assuré, *ni mon ambition, car ce serait trahir l'esprit même de la démocratie.* »

« *J'ai des institutions,* a-t-il conclu, *une idée plus claire que ceux qui prétendent les mettre en œUvre en les trahissant.* »

Le cœur et les jambes

EN parlant de « désertion » devant l'ennemi, la presse espagnole n'est pas tendre pour Schuster, ce footballeur de l'équipe de Barcelone qui, après l'enlèvement de Quini, a tout simplement décidé de s'en retourner en Allemagne.

Ni tendre ni tout à fait juste d'ailleurs.

Certes, le départ de ce brillant milieu de terrain quelques heures à peine avant la rencontre opposant le FC Barcelone à son rival de toujours, l'Atletico de Madrid, c'était un nouveau coup dur, une atteinte de plus au moral déjà bien bas des troupes du club le plus riche du monde. Et le résultat de cette rencontre, la courte défaite des Catalans, semble prouver que des coups, ils n'en avaient que trop pris jusqu'ici.

Il n'empêche. Les footballeurs ne sont pas des petits soldats. Ils ne sont pas non plus des gladiateurs, et faut-il s'étonner lorsque l'un d'eux, sans égard pour le pouce levé ou baissé des dirigeants de son club, refuse de descendre dans l'arène où — à cause des sommes colossales mises en jeu, des milliers de places vendues et des millions joués par les parieurs — le spectacle continue ?

« En plus de mes jambes, j'ai un cœur », *a déclaré Schuster pour expliquer à la fois son geste et ce qu'il avait ressenti à l'annonce du rapt de son coéquipier. Des sportifs doués de raison ?*

Apparemment, l'idée, trop neuve en Europe, fait encore scandale.

Jean WEBER

On prend les mêmes...

LA première phase du championnat s'est achevée samedi soir. La poule des « As », qui regroupe Le Mans, Tours, Villeurbanne et Orthez, commencera dès le prochain week-end et se terminera le 18 avril. Les deux premières équipes se disputeront alors le titre de champion le 25 avril à Coubertin (Paris).

L'an dernier, trois de ces clubs étaient déjà là. Seuls les Stadistes de Jacky Renaud ont laissé leur place aux Béarnais d'Orthez. Ce championnat a été une fois de plus impitoyable pour les promus. Le Nice BC et le Nice UC sont relégués en deuxième division et sont remplacés par Vichy et Roanne. Chalons et Mulhouse joueront les barrages face à Reims et Clermont ou Dijon.

Le Stade Français, Avignon, Caen et Limoges chercheront, dans la poule du 5e au 8e, une qualification européenne en Coupe Korac. Ce premier bilan du championnat a donc fait apparaître une constance certaine dans les valeurs confirmées comme en fin de classement.

Vendredi prochain, Tours recevra Villeurbanne, tandis que samedi Le Mans attendra de pied ferme Orthez, dans sa salle de la Rotonde. Pondexter, Monclar, Eric Beugnot et Larrouquis ont la parole !

J. F.

La fin des petits

LES matches aller des seizièmes de finale n'ont pas apporté leur habituel lot de surprises. Malgré les scores étriqués, la plupart des qualifiés pour les huitièmes sont connus. Bordeaux, Nancy, Lens, Saint-Etienne et Strasbourg sont quasiment assurés de leur sort, après leur victoire à l'extérieur.

Nantes, Auxerre et Monaco, le tenant de la Coupe, ont préservé leurs chances et devraient poursuivre leur chemin dans l'épreuve 1981. Cette fois-ci, les petits ne passeront pas...

Le prochain tour sera le privilège des clubs de première et de deuxième division.

AU SPRINT

• **L'ANGLAIS COLIN CHAPMAN**, qui avait inventé en 1977 les voitures à effet de sol, a encore frappé. En effet, sa nouvelle création, la Lotus 88, sera dotée de deux châssis. L'un porte la carrosserie, l'autre le groupe propulseur. Cependant, cette technique revolutionnaire est-elle réglementaire ou non ? Rien dans le règlement actuel ne l'interdit, mais les autres constructeurs, redoutant la nouvelle arme de Chapman, sont prêts à le mettre hors la loi.

Un petit tour et puis s'en vont...

Eliminée de la Coupe Davis, la France n'affrontera pas la Suède

Ce week-end à Lyon, la France a été éliminée, dès le premier tour de la Coupe Davis, par l'Australie. Face à des joueurs moyens, Yannick Noah et Pascal Portes n'ont jamais pu concrétiser les espoirs qu'ils avaient éveillés lors de leur campagne américaine.

DIMANCHE après-midi, Pascal Portes, mené 3-6, 0-6 et 2-5 par Peter Mc Namara, monte une dernière fois au filet pour sauver une balle de match, mais l'Australien, d'un superbe passing-shot de revers, conclut... Portes est battu, la France est éliminée de la Coupe Davis 1981. La carrière des Français dans cette épreuve aura été de courte durée. Pourtant, ils étaient, à juste titre, les favoris de cette confrontation.

Hélas, Yannick Noah a, d'entrée, hypothéqué les chances françaises. Après avoir bataillé pendant plus de quatre heures, lors de son premier simple face à Mc Namara, il s'est finalement incliné au cinquième set.

Une défaite que personne n'avait osé envisager... Remarquablement soutenu par le public lyonnais, Noah n'a pourtant jamais cessé de douter, voire de pleurnicher. Il a montré la triste image d'un champion, certes courageux, mais incapable de maîtriser son tennis.

Portes devait redonner espoir aux Français, en battant vendredi soir, de fort belle manière, Warwick. Il leur fallait alors remporter le double. Mais Edmonson et Warwick étaient trop forts pour laisser échapper ce point capital. Après la défaite de Portes face à Mc Namara, Noah battait Warwick, en trois sets. Pour l'honneur...

Après cette élimination prématurée, on est en droit de se poser des questions sur la véritable valeur des deux joueurs français. On ne peut continuellement parler de consécration, lorsque Noah bat un Tanner ou un Lendl, et lui chercher des excuses lorsqu'il est défait par Mc Namara ou par le modeste Van Hof, comme il y a quelques semaines à Palm Springs. Noah est un très bon joueur, pas un champion d'exception.

Quant à Pascal Portes, il n'est pas condamnable, au vu de ses deux matches. Il a rempli son contrat en battant Warwick. Toutefois, si Thierry Tuslane poursuit son ascension, Portes devrait dans un avenir proche céder sa place, au sein de l'équipe de France, au Tourangeau.

La France, éliminée, devra affronter le Japon, et gagner pour ne pas être reléguée dans le deuxième groupe de la Coupe Davis 1982. Un mission qui semble relativement facile. Mais qui sait ?

Philippe BALLAND



Pascal Portes



Yannick Noah renvoie la balle dans une position difficile
(AFP Photo RJ/Robine)

Sur la route du grand chelem

Les Français ont vaincu les Gallois après un match décousu et violent

L'EQUIPE de France a remporté un difficile succès face aux Gallois (19 à 15) et est déjà assurée de gagner le tournoi avant même son déplacement à Twickenham.

Au-delà du résultat positif, Jacques Fouroux a pu mesurer le chemin qui reste à parcourir aux Tricolores pour parvenir au niveau des meilleures équipes. « *Le rugby européen est faible* », a déclaré récemment Gareth Edwards, l'ancien demi de mêlée gallois. Nous serions tentés de dire que Français et Gallois lui ont donné raison durant quatre-vingts minutes ; nulle inspiration, nulle envolée. Cette partie s'est déroulée sous le signe de l'engagement physique et de l'épreuve de force que chacun a voulu imposer à l'autre. Rugby de tranchée entretenant un climat malsain où les mauvais coups succédaient aux obstructions. A ce jeu, le pilier gallois Price et ses camarades de la seconde ligne Martin et Wheel se sont montrés les plus « saignants ».

A défaut d'une grande partie sur le plan technique, le spectacle a surtout valu par le suspense des dernières minutes et par le forcing des Français encore menés à la marque à la soixante-huitième minute.

Après une première période insipide, les deux équipes étaient à égalité 9 à 9 grâce aux coups de pied de Gwyn Evans d'une part, de Laporte et Gabernet d'autre part.

A la reprise, les Gallois semblaient être en mesure de se détacher lorsque leur talentueux trois-quart centre Richards passa en revue la défense française pour aller marquer un essai qu'Evans transforma. A cet instant, les Français, menés 15 à 9, subissaient l'ascendant des Gallois qui occupaient les vingt-deux mètres adverses.

Les Français ont-ils alors compris que le tournoi leur échappait ? Les Gallois commençaient à reculer et à s'essouffler tandis que Rives et ses partenaires poussaient et poussaient encore. Cette domination tricolore amenait le jeu à quelques mètres de la ligne galloise. Sur une mêlée à trois mètres, Joinel s'emparait de la balle, Berbizier le relayait et envoyait Gabernet à l'essai. Les Français revenaient à 15-13. Continuant leur pression, ils acculaient les Gallois à la faute. Un hors-jeu sur regroupement et une mêlée effondrée permettaient à Laporte et Gabernet de transformer deux pénalités.

Dans cette lutte acharnée où le courage et l'abnégation ont été symbolisés par Imbernon et Revailler, les avants français, dominés en mêlée, ont su dans les regroupements se montrer plus vifs que leurs vis-à-vis. Rives et Joinel ont émergé de ce contexte, ils ont su créer des brèches dans la défense galloise. Les lignes arrière n'ont pu se distinguer dans cette explication d'avants. Néanmoins, Gabernet a réussi un match parfait. Enfin, Berbizier a réussi son meilleur match sous le maillot tricolore et a montré à ses détracteurs qu'il savait attaquer.

Après trois victoires consécutives, les Français vont partir dans le temple de Twickenham à la quête du grand chelem. Qui l'eut dit il y a deux mois ?

Félix CHIOCCA

AUTOMOBILE

Rallye du Portugal

Classement : 1. Alen (Fiat 131) ; 2. Toivonen (Talbot Lotus), à 9'10" ; 3. Waldegaard (Toyota), à 16'21" ; 4. Mouton (Audi Quattro), à 22'31" ; 5. Pond (Datsun), à 30'13" ; etc.

• Le Finlandais Marku a remporté samedi, au volant d'une Fiat 131, le rallye du Portugal, prenant ainsi la tête du championnat du monde des conducteurs. Alen a profité de l'abandon de l'Audi Quattro de son compatriote Hannu Mikkola. A noter l'excellente quatrième place de la Française Michèle Mouton.



Nantes, en battant Paris Saint-Germain par 2 à 0, a pris une sérieuse option pour la qualification en huitièmes de finale de la Coupe de France. (Photo AFP)

BASKET

Nationale I
(26e et dernière journée)

Orthez-Limoges	90-82
Stade Français-Mulhouse	88-80
Le Mans-Nice	98-75
Avignon-Challans	103-79
Nice UC-Villeurbanne	107-122
Tours-Caen	105-101
Antibes-Monaco	97-95
(sur terrain neutre à Sanary)	

Classement : 1. Le Mans, 70 pts ; 2. Tours, 66 ; 3. Orthez, 62 ; 4. Villeurbanne, 61 ; 5. Stade Français, 56 ; 6. Avignon, 54 ; 7. Caen, 53 ; 8. Antibes, 50 ; 9. Limoges, 49 ; 10. Monaco, 48 ; 11. Challans, 46 ; 12. Mulhouse, 45 ; 13. Nice UC, 33 ; 14. Nice BC, 31

• Limoges et Villeurbanne comptent un match en moins qu'ils joueront mardi à Limoges, à la suite de l'annulation de leur première rencontre.

Nationale II
(10e journée retour)

POULE A

Evreux-Nantes	86-82
Berck-Racing CF	82-94
Vichy-Reims	86-80
Rennes-Saint-Brieuc	74-78
Gd-Fort-Phil.-Orléans	79-71
Asnières-Orchies	125-109

POULE B

Clermont-Grenoble	125-87
Nancy-Saint-Etienne	86-82
Dijon-Roanne	73-59
Chalon-Lyon	75-86
Castres-Graffenstaden	81-92

• Exempt : Hyères. **Voir commentaires p. 11.**

CYCLISME

Tour de Corse

Premier tronçon de la troisième et dernière étape : 1. Francis Castaing (Fr.), les 143 km en 3 h 33'50" ; 2. Francis Larpe (Fr.), à 36" ; 3. Jean-Paul Hinotte (Fr.) ; 4. Dominique Lebaud (Fr.) ; 5. Bernard Hinault et le peloton, même temps.

Deuxième tronçon (escalade du col de Teghime, 12 km) : 1. Michel Laurent (Fr.), en 22'9" ; 2. Bernard Hinault (Fr.), à 18" ; 3. Stephen Roche (Irl.), à 45' ; 4. Graham Jones (GB), à 52" ; 5. Bernard Thevenet (Fr.), à 1'.



Classement général : 1. Stephen Roche (Irl.) en 9 h 20'53" ; 2. Michel Laurent (Fr.), à 30" ; 3. Bernard Hinault (Fr.), à 38" ; 4. Jacques Bossis (Fr.), à 40" ; 5. Philip Anderson (Aus.), à 1'07" ; 6. Graham Jones (GB), à 1'13" ; 7. Bernard Thévenet (Fr.), à 1'24" ; 8. Robert Alban (Fr.) à 1'37" ; 9. Yves Hézard (Fr.), à 1'48" ; 10. Gérard Kerbrat (Fr.) à 2'07".

• Passé professionnel cette année, l'Irlandais Stephen Roche a remporté, à la surprise générale, le Tour de Corse devant Michel Laurent. Le champion du monde, Bernard Hinault, est troisième.

HOCKEY SUR GLACE

Championnat du monde
(2e journée)

France bat Gr.-Bretagne	11-2
Chine bat Bulgarie	6-2
Dan. bat Corée du Nord	9-5
Autriche bat Hongrie	7-0

Classement actuel : 1. Autriche, France et Chine, 4 pts, 4. Hongrie et Danemark, 2 pts, 6. Bulgarie, Corée du Nord et Grande-Bretagne, 0 pt.

• Bons débuts de l'équipe de France, à Pékin, à l'occasion des championnats du monde groupe C. Après avoir battu la Bulgarie (7-0), elle a écrasé la Grande-Bretagne (11-2). Ainsi, les Français occupent la première place de leur groupe.

JEU A XIII

Championnat de France

Groupe A

XIII Catalan-Lézignan	18-20
Toulouse-Pia	16-23
Albi-Saint-Estève	31-18
Carcassonne-Villeneuve	13- 5
Tonneins-La Réole	23- 9
Avignon-Roanne	13- 9
Pamiers-Carpentras	34- 3

Classement : 1. Pia, 54 pts ; 2. XIII Catalan, 52 ; 3. Lézignan et Carcassonne, 51 ; 5. Villeneuve, 50 ; 6. Roanne, 44 ; 7. Albi, 43 ; 8. Saint-Estève et Tonneins, 42 ; 10. Carpentras, 40 ; 11. Avignon et Toulouse, 38 ; 13. Pamiers, 36 ; 14. La Réole, 33.

Groupe B

Le Pontet-Limoux	14- 6
Saint-Gaudens-Salon	70-10
Chatillon-Entraigues	14- 9
Cavaillon-Cahors	34-25
Montpellier-Villefranche	4-13

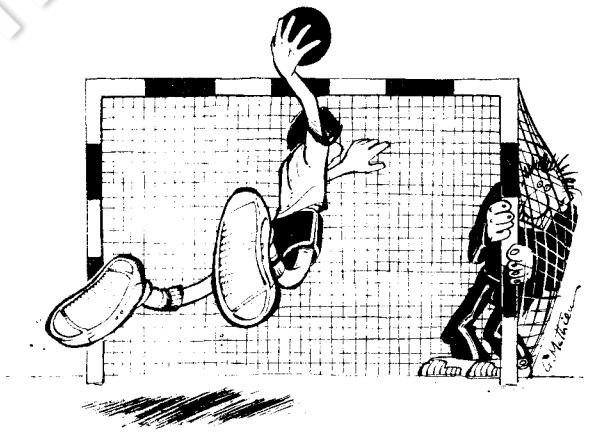
Classement : 1. Limou, 48 pts ; 2. Saint-Gaudens, 46 ; 3. Le Pontet, 44 ; 4. Salon et Cavaillon, 40 ; 6. Cahors, 33 ; 7. Entraigues et Villefranche, 27.

FOOTBALL

Coupe de France
(Seizièmes aller)

*Nantes b. Paris-S-G 2-0 ; Bordeaux b. *Angers 4-1 ; *Sochaux b. Monaco 2-1 ; Nancy b. *Nîmes 4-2 ; Lens b. *Tours 2-1 ; *Bastia b. Auxerre 2-1 ; *Orléans et Metz 0-0 ; *Lille b. Thonon 3-1 ; Saint-Etienne b. *Valence 1-0 ; Strasbourg b. *Fécamp 3-0 ; *Poissy et Le Havre 0-0 ; Angoulême b. *Bourg-sous-la-Roche 1-0 ; Montpellier b. *Cuiseaux 2-1 ; *Thionville b. Pont-de-Chéruy 2-0 ; *Malakoff et Martigues 1-1 ; Châteauroux b. *Maubeuge 3-1.

• Voir commentaires p. 11



HANDBALL

Nationale I

POULE A

US Ivry-Stella Sports	17-17
Gonfreville-Saint-Martin-d'Hères	22-24
Marseille UC-ES Besançon	24-18
SMEC Metz-Beaune	22-17

POULE B

ACBB-Gagny	25-18
Altkirch-PUC	19-20
Dijon-ASPTT Metz	19-15
Strasbourg-Tourcoing	29-19



La Suissesse Denise Biellmann, sacrée championne d'Europe il y a quelques semaines, a remporté, samedi à Hartford, le titre mondial. (Photo Sven Simon/SAM)



Beaucoup de monde sur cette sortie de mêlée de Williams. La France joue et gagne au Parc par 19 à 15. (Photo AFP)

37,35 : 3. Sylvia Topalova (Bul.) ; 4. Kris Monteva (EU) ; 5. Romi Kessler (Sui)... ; 7. Valérie Flandrino (Fr.).

Concours masculin

1. Sergei Riazanov (URSS), 56,85 pts ; 2. Foi Tong (Chi.), 56,80 pts ; 3. Roland Brueckner (RDA), 56,15 pts ; 4. Michael Nokolay (RDA), 55,85 pts ; 5. Jean Chouquette (Can.), 55,70 pts ; 6. Jean-Luc Cairon (Fr.) et Rocco Amboli (Ita.), 55,50 pts.

MOTO

200 miles de Daytona

Classement : 1. Singleton (EU), Yamaha ; 2. Fontan (Fr.), Yamaha ; 3. Schlachter (EU), Yamaha ; 4. Aldana (EU), Yamaha ; 5. Gardner (Aus.), Moriwaki ; etc.

• Dimanche à Daytona, le pilote français Marc Fontan est passé bien prêt de la victoire. Auteur du septième temps des essais, le champion du monde d'endurance, au guidon de sa Yamaha, a pris, à plusieurs reprises, la tête de la course. Finalement, c'est l'Américain Dale Singleton, sur Yamaha, qui a remporté l'épreuve.

PATINAGE ARTISTIQUE

Championnat du monde

DAMES

1. Denise Biellmann (Sui.) ; 2. Elaine Zayak (EU) ; 3. Claudia Kristofics-Binder (Aut.) ; 4. Deborah Cottrill (GB) ; 5. Katarina Witt (RDA)... 14. Anne-Sophie de Kristoffy (Fr.).

COUPLE DANSE

1. Jayne Torvill-Christopher Dean (GB) ; 2. Irina Moisseva-Andréi Minenko (URSS) ; 3. Besteùianova - A. Bukin (URSS) ; 4. Judy Blumberg-Michael Seibert (EU) ; 5. Olga Volozhinskaya - A. Svinin (URSS)... 8. Nathalie Hervé-Pierre Bechu (Fr.).

RUGBY

Tournoi des cinq nations

A Paris : France bat Pays de Galles	19-15
A Dublin : Angleterre bat Irlande	10-6

Classement : 1. France, 6 pts (3 matches) ; 2. Angleterre, 4 (3) ; 3. Pays de Galles, 4 (4) ; 5. Ecosse, 2 (3) ; 5. Irlande, 0 (3).

Dernière journée (21 mars) : à Londres, Angleterre-France ; à Edimbourg, Ecosse-Irlande.

Matches internationaux

A Ayr : Ecosse B-France B	18-4
A Rovigo : France A-Italie	17-9

Challenge Yves-du-Manoir
(matches en retard)

Poule B : Grenoble-Narbonne, 9-11.
Poule E : Aurillac-Brive, 25-18.
Poule G : Lourdes-Tarbes, 15-3.
• Voir commentaires p. 11.

SKI ALPIN

Coupe du monde

HOMMES

Slalom géant d'Aspen (Colorado) : 1. Phil Mahre (EU), 3'12"76 ; 2. Ingemar Stenmark (Suè.), 3'12"90 ; 3. Steve Mahre (EU), 3'15"30 ; 4. Joël Gaspoz (Sui.), 3'15"30 ; 5. Jean-Luc Fournier (Sui.), 3'15"54.

Classement provisoire de la Coupe du monde : 1. Stenmark (Suè.), 260 pts ; 2. P. Mahre (EU), 234 pts ; 3. P. Mueller (Sui.), 140 pts ; 4. S. Mahre (EU), 127 pts.

Classement final de la Coupe du monde de descente : 1. Harti Weirather (Aut.), 115 pts ; 2. Steve Podborski (Can.), 110 pts ; 3. Peter Mueller (Sui.).

• L'Américain Phil Mahre s'est imposé devant Ingmar Stenmark dans le géant d'Aspen. De ce fait, il ne compte plus que 26 points de retard sur le Suédois, au classement de la Coupe du monde. Tout reste à faire.

SKI DE FOND

Coupe du monde

HOMMES

30 kilomètres de Falun : 1. Thomas Wassberg, 1 h 28'18" ; 2. Odvar Braa (Nor.), 1 h 28'39" ; 3. Alexandre Zavialov (URSS) ; 4. Harri Kirvesniemi (Fin.), 1 h 29'36" ; 5. Tore Gullen (Nor.), 1 h 30'04".

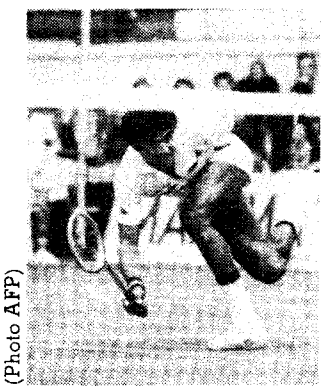
FEMMES

Classement final de la Coupe du monde de descente : 1. Marie-Thérèse Nadig (Sui.), 120 pts ; Doris De Agostini (Sui.), 110 pts ; 3. Cornelia Pröll (Aut.), 78 pts.

TENNIS

Coupe Davis
(Huitièmes de finale)

Australie bat France : 3-2.
Simples : McNamara (Aus.) b. Noah (Fr.), 4-6, 8-6, 6-3, 3-6, 6-3 ; Portes (Fr.) b. Warwick (Aus.), 4-6, 6-2, 6-2, 9-7, 6-4 ; McNamara (Aus.) b. Portes (Fr.), 6-3, 6-0, 6-2 ; Noah (Fr.) b. Warwick (Aus.), 6-2, 7-5, 10-8.
Double : Edmonson-Warwick (Aus.) b. Noah-Portes (Fr.), 6-3, 6-2, 5-7, 6-4.



(Photo AFP)

Yannick Noah a déçu

AUTRES RESULTATS

Tchécoslovaquie b. Suisse, 3-2.
Inde b. Indonésie, 3-2.
Nouvelle-Zélande b. Corée du Sud, 5-0.
Suède b. Japon, 3-0.
Grande-Bretagne b. Italie, 3-2.
Argentine b. RFA, 3-2.
Roumanie b. Brésil, 3-1.

• Voir commentaires p. 11.

VOLLEY-BALL

Championnat de France
NATIONALE I
(7e journée retour)

Stade-Français-VGA St-Maur	3-2
Asnières-Cannes	0-3
Sète-Montpellier	3-2
PUC-Grenoble	0-3

Classement : 1. Cannes, 30 pts ; 2. Grenoble, 29 ; 3. Asnières, 28 ; 4. Sète, 26 ; 5. Stade Français, 25 ; 6. Clamart et Saint-Maur, 22 ; 8. Lyon, 21 ; 9. Montpellier UC, 20 ; 10. PUC, 17.



L'Irlandais Stephan Roche a créé la surprise en remportant le Tour de Corse. (Photo Desjoberts/AFP)



Éternel jeune premier. (Photo Claude Lê-Anh)

THEATRE

«Rendre la vie telle qu'elle est...»

Rendez-vous...avec François Marthouret

LA MOUETTE, les Frères Karamazov, Crime et Châtiment, Mesure pour mesure... Il a été Raskolnikov à la télévision, Timon d'Athènes aux Bouffes-du-Nord avec Peter Brook... En quinze années d'une carrière minutieusement construite, François Marthouret, l'éternel jeune premier au regard sombre, n'a pas pris une ride, fidèle à son romantisme. Son sourire d'adolescent inquiet et timide est toujours présent, aussi mystérieux, inaccessible, avec une innocence mêlée de révolte et de scepticisme.

Aujourd'hui, sur la scène du théâtre Gérard-Philipe à Saint-Denis, il lance son défi : une première mise en scène. Avec une pièce de Shakespeare, la dernière, testament du poète, teintée de féerie, et véritable hymne à la vie : *la Tempête*. Une pièce qu'en collaboration avec François Barthélémy il a lui-même traduite.

« *Aucune traduction ne me satisfait,* précise-t-il. *Lors de ma découverte du texte, aussitôt une dernière phrase m'a séduit : Rendez-moi la vie telle qu'elle est. C'est le cri du héros, Prospero, dans l'épilogue. C'est aussi celui de Shakespeare. Voilà ce que j'ai voulu rendre : la vie. Le théâtre de Shakespeare est un théâtre ouvert, d'une richesse infinie. Il se révèle une machine formidable pour le jeu des comédiens. La poésie et l'action se mêlent, indissolubles, et au travers de cet ensemble il faut que l'imagination et l'intelligence du spectateur soient présentes, actives.* La Tempête *est une pièce qui aborde tous les problèmes du monde d'aujourd'hui. Prospero, prince en exil et au pouvoir magique, est un être épris d'absolu, qui veut reconstruire l'unité du chaos. Mais je ne veux rien démontrer. Proposer des thèmes, appeler à la réflexion en toute modestie.* »

Car François Marthouret insiste sur l'illusion du jeu du théâtre. « *Même si le théâtre est là pour dire une vérité, il est illusion aussi. Il serait vain de le cacher. A la fin du spectacle, Prospero demande au public de revenir à l'ordre du monde, même s'il n'est pas celui de la vérité. C'est un magnifique cri de désespoir et d'humanisme.* »

Prospero ? François Marthouret ? Les deux êtres n'en font qu'un. Passionnés. Avides de clarté. « *Après avoir endossé toute une série de vérités* », François Marthouret s'avoue infiniment plus modeste, mais ni fatigué, ni désabusé. S'il a renoncé, comme son héros, à transformer l'univers, au moins s'impose-t-il de ne pas se mentir. « *Bien sûr,* continue-t-il, *le danger reste de s'enfermer sur soi, mais l'important est d'essayer de conserver son acuité, de rester vigilant, de s'engager pour témoigner !* » Avec, au fond du cœur, ce rêve d'adolescent révolté, assoiffé de totalité.

Après cette mise en scène, d'autres projets? François Marthouret se montre discret. Oui, bien sûr, il en a ! Retravailler d'abord avec Peter Brook, le maître de ses découvertes, sa référence. Et puis le cinéma aussi ! Mais c'est avec juste raison qu'il remarque qu'en France, les comédiens sont trop vite étiquetés, catalogués. Alors, une nouvelle mise en scène? Sans doute. Mais il précise bien vite qu'il ne saurait s'agir que de créations ponctuelles. Dans le système économique qui étrangle actuellement la culture, il ne tient pas à se lancer dans la création d'une compagnie, à courir sans cesse après des subventions, qu'un jour, soudain, le prince qui vous les a octroyées retire. Sans explication... Et il rappelle que si *la Tempête* a vu le jour, ce n'est que par l'engagement sans limite des animateurs du théâtre Gérard-Philipe. « *Une vraie chance, un privilège* », reconnaît-il.

Didier MÉREUZE

La Tempête. *Du 11 au 14 mars au théâtre du VIIIe à Lyon ; du 17 au 29 mars à Louvain (Belgique) ; les 3 et 4 avril au CAC de Mulhouse ; le 14 avril au CAC de Douai ; les 23 et 24 avril à la Maison de la culture du Havre.*

MUSIQUE

Increvable tango!

Astor Piazzola: la voix de l'exil

LE tango est-il toujours la vieille musique nostalgique que nos parents dansaient, dans les années trente ou quarante ? De temps à autre, un ensemble de moderne montre en France l'évolution de ce rythme, que les Argentins ne dansent presque plus, mais qu'ils écoutent dans un silence religieux...

Or, en Argentine — et partout dans le monde —, cette rénovation porte un nom : Astor Piazzola. Un musicien de formation classique, européenne, mais très argentin. Y a-t-il contradiction ? Buenos Aires n'est-elle pas une véritable *salade* d'individus d'origine européenne,



L'inventeur du tango-jazz. (Photo Alfredo Satli)

et sa musique ne porte-t-elle pas dans son ventre tous ces échos lointains ?

— *Bien sûr,* dit Piazzola, *le tango est le fruit de l'immigration. Des musiques italienne, espagnole, française s'y mélangent. On y trouve même des violons gitans... Et les plaintes du bandonéon, quand il se met à bégayer comme dans le cante jondo, font pleurer les juifs. Le bandonéon a une histoire : c'est un matelot irlandais qui l'a introduit chez nous à la fin du siècle dernier. Il a été tout de suite adopté. Ses sonorités profondes correspondaient à l'âme du tango. Par contre, on n'a jamais joué de tango avec un accordéon. Il n'exprime pas la même chose...* »

— Mais vous avez changé l'âme du tango ! Ce n'est plus l'éternelle lamentation du porteno sur son sort ..

— *Buenos Aire change. Elle devient électrique, anxieuse, folle... Le tango aussi. Dans cette ville de dix millions d'habitants, il n'y a plus de place pour la mélancolie. Les paroles elles-mêmes ont évolué : mon collaborateur le poète Horacio Ferrer introduit des éléments baroques, surréalistes, érotiques, dans cette plainte du temps passé.*

— En inventant le tango-jazz, n'avez-vous pas mélangé l'eau et le feu ?

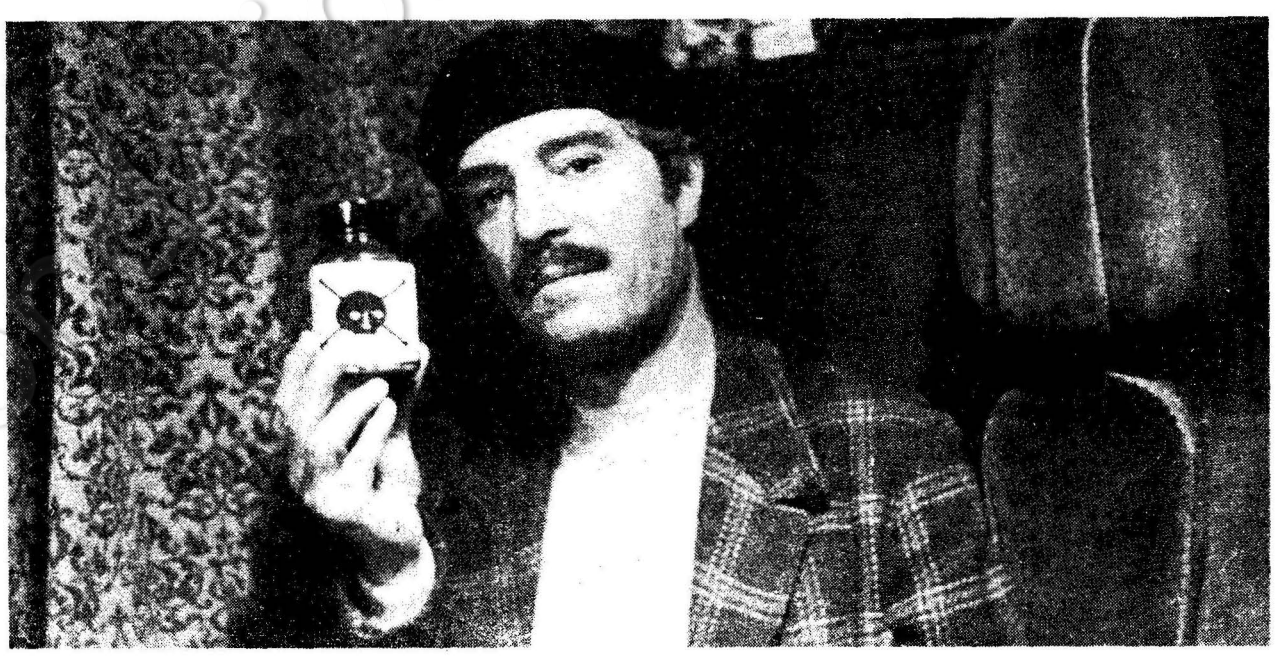
— *N'oubliez pas que ces deux musiques sont nées dans les bas-fonds urbains. Aujourd'hui, les amateurs cèdent la place aux vrais professionnels, ou plutôt devraient le faire, car ils sont encore trop nombreux ceux que l'on pourrait poursuivre pour exercice illégal de la musique.*

Pourtant, c'est le petit peuple qui a porté le tango aux nues et qui, durant les années soixante-dix, fredonnait la célèbre *Ballade pour un fou* de Piazzola-Ferrer : « *Aime-moi comme ça, cinglé, cinglé, cinglé !* » Aujourd'hui, chez les Argentins exilés en France, cette chanson est devenue l'hymne de la nostalgie.

Alicia DUJOVNE ORTIZ

CINEMA

Chez les combinards italiens



Nino Manfredi.

Café express

De Nanni Loy, avec Nino Manfredi (Michele), Adolfo Celi, Vittorio Caprioli et Luigi Basagaluppi.

SI vous n'aimez pas les trains, mieux vaut, peut-être, vous choisir un autre spectacle que celui-ci. En revanche, si vous êtes de ceux que le chemin de fer passionne, vous ne serez pas déçu du voyage puisque toute l'intrigue se déroule à bord d'un rapide reliant l'Italie du Sud à Naples. Hélas ! pour les amateurs de comédies italiennes, si l'esprit est respecté, la forme laisse franchement à désirer. On ne saurait, en effet, féliciter Nanni Loy pour cette mise en scène pesante qui accumule les maladresses et les répétitions. Dommage, car le scénario, sans être franchement original, développe quelques bonnes idées et suggère même un certain nombre de réflexions qui s'inscrivent parfaitement dans le contexte politico-social de l'Italie d'aujourd'hui.

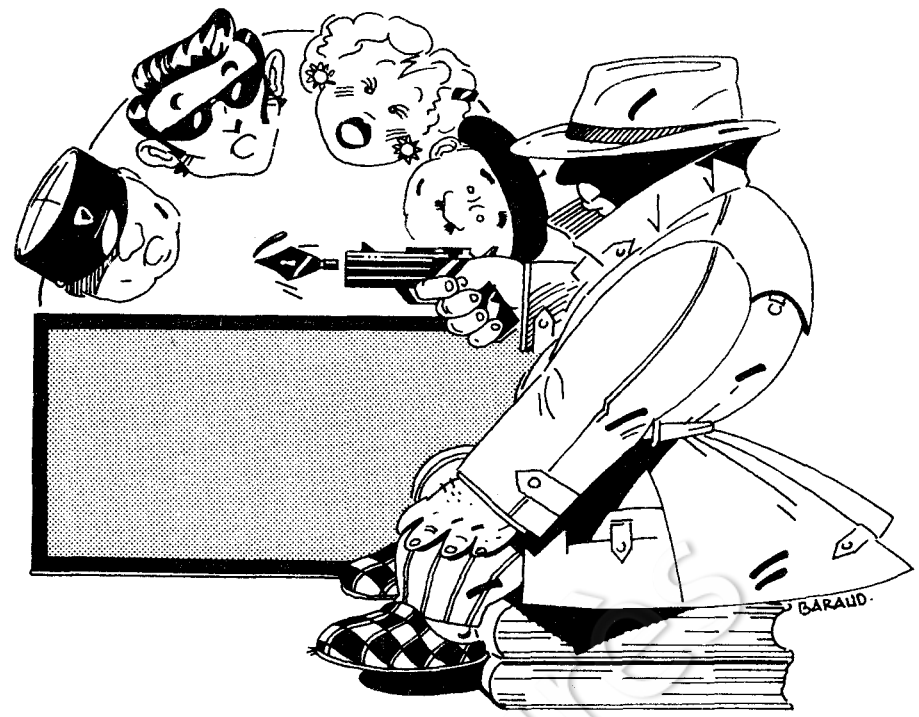
Microcosme de la société, ce train nous offre une galerie de personnages. D'abord Michele (Manfredi), vendeur de « capuccino » à la sauvette, en proie à la vindicte des carabinieri et des contrôleurs, fermement décidés à mettre un terme à ce commerce illicite qui n'a que trop duré. Contrebandiers, pickpockets, petites gens et hommes d'affaires sont également du voyage, chacun exposant à qui veut bien l'entendre ses préoccupations et ses difficultés. Michele, omniprésent, fait le lien entre tous ou tente de semer ses poursuivants dans les couloirs.

La qualité de l'interprétation et la saveur des dialogue rachètent parfois la médiocrité de ce festival de « combinazioni ». Pour le sous-prolétariat italien, c'est, hélas ! le seul moyen d'améliorer ses conditions de vie.

Gilles GARNIER

Le casse-pipes d'ADG

Pou venger pépère et les autres...



QUAND on se nomme Alain Fournier, comme l'auteur du *Grand Meaulnes,* il convient de choisir un pseudonyme si l'on veut faire carrière dans la « Série noire ». Ainsi naquit A.D.G., auteur d'une douzaine de polars exubérants où le sang coule à la une, à la deux, à la trois, jusqu'à la venue du mot « fin ». Que les carnassiers se régalent ! Que ceux qui préfèrent les énigmes bien mitonnées cherchent pâture ailleurs, chez Agatha Christie par exemple. A.D.G. appartient, comme Chester Himes ou Charles William, à la catégorie des romanciers pour qui l'action l'emporte sur la réflexion, et donc le crime sur l'enquête. Il ne se soucie que de plaies et bosses, de pétarades et de massacres, mais ceux qui ont l'oreille fine percevront, malgré le tintamarre, la fameuse petite musique qui révèle les grands écrivains.

Pour venger pépère (1) se déroule entre Tours et Chinon, au pays de l'auteur dont l'amour des vins de Loire et des fritures de poissons nous accorde quelques répits au cours d'une tumultueuse chasse à l'homme. Pépère est mort par hasard, abattu par un voyou en fuite. La rage au cœur, le petit-fils de la victime se lance à la poursuite du coupable. Celle-ci le conduit chez des malfrats gauchistes, vaguement « écolos » et chez des pédérastes bourgeois. Du vilain monde que le justicier solitaire prendra plaisir à châtier, découvrant en chemin un scandale à côté duquel *« l'affaire Aranda et les diamants de Bokassa, c'est de la roupie de chardonneret »,* comme dit son ami, Russe blanc, fasciste et saoulographe. A.D.G., lui, n'est « que » maurassien, nostalgique d'une ancienne France dont toutes les républiques, même la Ve, ont trahi la grandeur monarchique. Hier, il se serait enrôlé parmi les chouans ou les croix de feu. Aujourd'hui, il joue du gros calibre par écrit. C'est-y pas mieux comme ça ?

Cradoque's Band (2), titre qui évoque le *Guignol's Band* de Céline, a pour décor un bidonville de la zone, pour héros des voyoux sans foi ni loi mais avec moto et guitare. *« On ne peut pas s'inclure dans une société fonctionnelle qui nous rejette, z'avez qu'à lire* le Nouvel Obs, *ils en causent »,* explique l'un d'entre eux aux flics exaspérés. Un jour, la troupe de jeunes loups s'augmente d'un chien enragé, aspirant chanteur qui trompe sa fringale de gloire à coups de couteau ou de revolver. Et la comédie tourne au drame, les corps tombent à chaque page, le western sévit en banlieue. D'où vient qu'on ne se lasse pas de tant de violence ? De la secrète tendresse qu'A.D.G. éprouve pour sa racaille de héros *« corvéables et tatanables à merci »,* ces paumés qui se transforment en terreurs et sont, pour finir, leurs propres victimes.

Gabrielle ROLIN

1. Série noire, n° 1806.
2. Carré noir, n° 373.



Emmanuel Roblès : rien au hasard.

Le glas italien

«Venise en hiver», d'Emmanuel Roblès

AUJOURD'HUI, l'Italie nous tend un miroir, déformant par excès et, par-là même, pédagogique. Nous y découvrons nos traits, accusateurs autant qu'accusés. L'humus d'un pays est gangrené. La mafia, ou plus généralement l'affairisme, a proliféré. La présidence de la République n'a même pas été épargnée. Sur ce terreau s'est épanouie la fleur carnivore de l'ultra-gauche. A ses crimes répliquent, avec surenchère, ceux de l'ultra-droite. Le pays tout entier semble en proie à une morne impuissance. Celle des terroristes est, en définitive, la plus flagrante, et l'inutilité évidente du sang versé ne le rend que plus monstrueux.

Toutes les voies mènent au gouffre ; chaque discours en est hanté. La marche à suivre ne peut être que zigzaguante.

Voilà donc la toile de fond de *Venise en hiver.* L'héroïne en est une Française qui a cru fuir ses difficultés dans la Péninsule. Elle les y retrouve multipliées, aggravées. A Venise, toute sa vie est en cause et en danger. Il ne s'agit pas d'un roman politique mais d'un vrai roman-roman. Le lecteur épouse le destin d'Hélène. Il éprouve, à son endroit, crainte et pitié, espoir et tendresse. Et pourtant, en un sens, tout est politique. Hélène est un personnage banal mais touchant. Lasse d'une virginité prolongée, elle s'était donnée — c'est le terme adéquat — à un homme arrivé et marié, un *manager.* Pour dire vrai, elle ne l'aimait pas ; lui non plus. Il ne lui trouvait que d'agréables formes et puis une passivité bien pratique. Un objet. Et cet objet devenu — *selon André, le manager* — sa propriété absolue. Or, un jour, Hélène prétendit se récupérer. C'est la fuite transalpine. Inacceptable pour André, à peine compréhensible. Le voici, lui aussi, à Venise, pourchassant une femme qui a enfin trouvé son épanouissement grâce à Lassner, un reporter-photographe. André se montre prêt à toutes les brutalités, au crime même. Un de plus, dans une foule. Or, le crime rôde également autour de Lassner, qui a publié les photos d'un attentat et reçu des menaces précises. Il est à Beyrouth quand André surgit à Venise. A Beyrouth, où les radicaux de tous bords unissent leurs efforts pour détruire une ville et une nation.

Il y a du mécanicien en Emmanuel Roblès, de l'ajusteur. Il sait parfaitement embrayer une roue dentée sur une plus grande. Et celle-ci sur une autre encore. Rien n'est laissé au hasard. Rien n'est formulé que les pas d'une femme vers sa vie ou sa mort, dans un environnement où la destruction d'autrui se montre incessante et multiforme. Mais, par-delà les silences, comment ne pas voir, comment ne pas entendre... Emmanuel Roblès nous entraîne dans le long hiver du monde que nous traversons et dont nous n'entrevoyons pas le terme.

Jean GAUGEARD

Venise en hiver, *par Emmanuel Roblès, Seuil.*

CHEZ VOUS

Valence. Poésie : ouverture de *la Semaine de poésie contemporaine.* Soirées poétiques, débats, tables rondes sont annoncés, avec la participation de Bernard Noël (le 9 mars), Emmanuel Hocquard (le 10 mars), Henri Meschonnic (le 11 mars) et Guillevic (les 12 et 13 mars).

Aulnay-sous-Bois. Danse : *Mois de la danse,* organisé par la Maison de la culture de la Seine-Saint-Denis, avec comme invité d'honneur la Moebius Dance Company qui présentera, en plus de son travail d'animation, sa dernière création : *Récréation. Jusqu'au 21 mars.*

Angers. Musique : récital *Gerschwin,* avec au piano les sœurs Marielle et Katia Labèque, dans le cadre du IVe Festival Musique-cinéma, Cinéma-musique. Le 9 mars.

• **Tulle.** Colloque organisé par le conseil municipal de Tulle et Peuple et Culture. Bilan d'une année 1979-1980.

• **Créteil.** Théâtre : *le Jour ou la Nuit,* de Béatrice Tanaka. Spectacle pour enfants proposé par la Compagnie du Pain d'orge. Mise en scène de Jacques Guedj. Maison des arts André-Malraux. Jusqu'au 12 mars.

• **La Rochelle.** Théâtre : *Cauchemar à 4L12.* Maison de la culture.

• **Angoulême.** Danse : *la Compagnie Monix,* au Centre art et culture.

• **Malakoff.** Théâtre : *Maison Vol.* Spectacle pour enfants, présenté par le Théâtre de l'Œil nu, au Centre art et culture.

• **Montbéliard.** Théâtre : *le Cavalier seul,* d'Audiberti, par le Théâtre de l'Evénement. Mise en scène de Jean-Claude Amyl.

• **Marseille.** Variétés : *Alex Métayer.* Théâtre Toursky. Les 10, 12 et 13 mars.

Une femme chez les dockers

«La Cité promise», de Doris Lessing

GLOIRE consacrée de la littérature britannique, Doris Lessing poursuit le cycle de Martha Quest, l'héroïne de ses deux romans précédents. Après un mariage raté, la voici qui arrive à Londres, au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Au lieu de la cité promise dont elle rêvait, elle découvre une ville délabrée, dont la population nourrit un sentiment d'hostilité à l'égard de qui n'a pas souffert du récent conflit. Plus tard, les répercussions du maccarthysme transformeront ce sentiment en xénophobie et contribueront ainsi à empoisonner l'atmosphère sociale, en rendant plus pénible la vie des exilés et en aggravant leur isolement.

L'auteur entraîne Martha parmi les marginaux et les



Doris Lessing, gloire consacrée,

dockers, *« farouchement et amèrement ouvriers ».* Pour elle, la politique au quotidien n'est jamais que l'observance d'une morale simple, faite d'amitié, de révoltes et d'où le mensonge et la tiédeur sont proscrits, par simple incapacité physique de les pratiquer. Qu'elle soit amoureuse, travailleuse ou exilée, Martha Quest est habitée par l'expérience et les démons de sa créatrice, dépositaire surtout d'un savoir sensible. On assiste à sa lutte quotidienne pour que sa vie ressemble à ses choix ; mais, déchirée entre ses exigences et sa sensibilité, elle glisse au bord de la folie dans laquelle, pourtant elle ne sombra jamais tout à- fait.

On ne résiste pas à l'envoûtement de cet énorme roman-fleuve dont le souffle nous porte au plus secret des êtres. Avec l'autorité du génie, Doris Lessing nous introduit au cœur de son royaume.

J. DELARUELLE

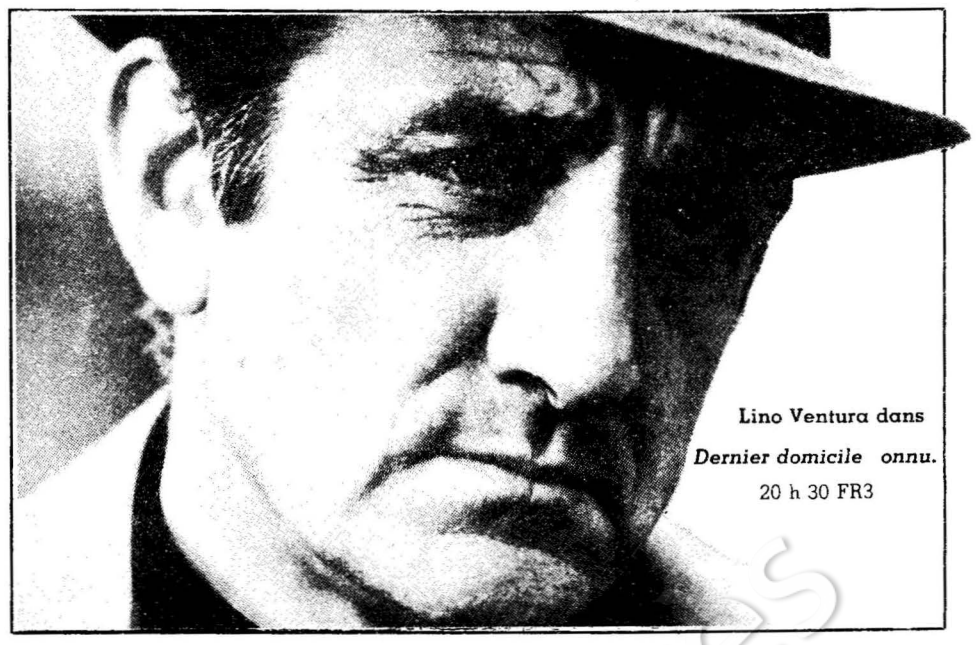
• **La Cité promise,** par Doris Lessing. Albin Michel, 610 pages.

La guerre et le cinéma

SI la guerre n'existait pas, le cinéma l'aurait inventée pour remplir ses tiroirs-caisses. Cow-boys contre Indiens, Américains contre Japonais, Français contre « Boches », c'est à qui tuera son prochain sur l'écran... comme dans la vie. « *Pas du tout !* proteste le général Henry, assis sur un fût de canon. *Dans la vie, c'est beaucoup moins spectaculaire. On voit davantage le matériel que les hommes.* » Avis que partage le général Bigeard, dont Anthony Quinn interpréta le personnage sur l'écran dans *les Centurions*, film tiré du roman de Jean Lartéguy. Du romancier Lucien Bodard au journaliste Jean Pouget, tous ceux qui subirent l'épreuve du feu critiquent l'image qu'en offrent les superproductions. Elles exigent qu'on rentabilise les capitaux investis, donc qu'on ajoute de la sauce, qu'on emploie les grands moyens d'*Apocalypse now*, alors que la vérité se situe aux antipodes, dans le dénuement de la *317e section* de Pierre Schoendoerffer.

Pour illustrer ce débat, André Halimi a choisi des morceaux de bravure du cinéma américain, français ou russe. Cascades de bombes, rideaux de flammes, déluge, de sang. On devrait trembler, on bâille. Avec la monotonie d'un métronome, les mitrailllettes égrènent leur tacatac et les hommes tombent en serrant les mâchoires, sans avoir le temps de nous livrer une dernière parole. Mais on devine qu'ils pensent : « *C'est trop bête* », et force est de leur donner raison.

TF1, lundi 9 mars, à 22 h.



Lino Ventura dans *Dernier domicile onnu.*
20 h 30 FR3

Lundi 9 mars

20 h 00 — Journal.

20 h 30 — Torpilles sous l'Atlantique.
Film de Dick Powell (1957). Avec Robert Mitchum et Curt Jurgens.
Durant la Seconde Guerre mondiale, les officiers d'un torpilleur américain mettent en doute les compétences de leur nouveau commandant. Cependant, un combat impitoyable engagé contre un navire allemand révèle ses talents de tacticien.
A voir pour la belle gueule de Mitchum dans le rôle du commandant américain, face à l'officier allemand de service, Curt Jurgens.

22 h 00 — Cinéma et guerre. Emission d'André Halimi.
Films de guerre — spectacle ou apologie de la guerre ?
Interviewes de René Clément, de Francis Ford-Coppola, de Lucien Bodard et du général Bigeard. Extraits de *Apocalypse now*, de *Voyage au bout de l'enfer*, du *Crabe-Tambour*, de *Paris brûle-t-il ?* (Voir encadré.)

23 h 00 — Journal.

20 h 00 — Journal de l'A2.

20 h 35 — Cartes sur table.
Jacques Chirac. Réalisation Jacques Chirac. Jean Cazenave.

21 h 55 — Archives, mémoire de l'homme.
Quatre émissions de Jean Favier. Réal. Lise Deramond et Dominique Page. Une production de l'INA.
« Nicolas de Baye, greffier du Parlement ». *Une mémoire très vivante de la vie de Paris au XVe siècle.*

22 h 25 — Introduction à la musique contemporaine.
« Nécessité et hasard »
Proposé par Michel Fano et Dominique Jameux. Avec la collaboration de Pierre Boulez et la participation de Michel Lonsdale.
De la musique conçue comme un jeu de hasard.

23 h 25 — Journal de l'A2.

18 h 30 — Pour la jeunesse. Mimo Match
Hebdo-Jeunes, magazine d'actualités préparé par Arielle Naudé.

18 h 55 — Tribune libre. Front de Progrès
Emission de Jean-Claude Courdy

19 h 10 — Soir 3.

19 h 20 — Actualités régionales.

19 h 40 — Télévision régionale.

19 h 55 — Les aventures de Tintin. Dessin animé

20 h 00 — Les jeux de 20 heures.
Emission de Jacques Antoine et Jacques Solness.

20 h 30 — Dernier domicile connu.
Film de José Giovani (1969). Avec Lino Ventura, Marlène Jobert, Michel Constantin.
L'inspecteur Léonetti est chargé de protéger une jeune et naïve assistante pour retrouver un gangster.
La routine d'un flic banal.

22 h 10 — Soir 3.

Mardi 10 mars

12 h 10 — Réponse à tout.

12 h 30 — Midi-Première.

13 h 00 — Journal.

13 h 45 — Féminin présent.
Emission d'Evelyne Pagès et Claude Vigne.
Elles en question ; Télévision scolaire ; Tout feu tout femmes ; L'homme sans visage ; A vos mains ; Dossier : **Pas de femme, pas de ferme ; Coup de cœur.**

17 h 55 — Une minute pour les femmes.
« Et s'il avait fait une fugue ? »

18 h 00 — C'est à vous.

18 h 25 — L'île aux enfants. « Les tricheurs ».

18 h 50 — Avis de recherche. Avec le groupe Bijou.

19 h 20 — Actualités régionales.

19 h 40 — Les paris de TF1. Avec Daniel Balavoine.

20 h 30 — Le grand débat. Avec Valéry Giscard d'Estaing.
Emission de Jean-Marie Cavada et Patrice Duhamel.

21 h 30 — Le rendez-vous du 3e millénaire. « En finir avec la faim ». Réal. Claude Givray.
Avec Wassili Leontief, prix Nobel d'Economie, Jacques Poly, directeur de l'INRA, Jacques Perrot, co-fondateur du Centre national pour l'exploitation des océans.

22 h 30 — Traits de mémoire. Une histoire de la bande dessinée. Série d'André Blanc, réal. Claude Miller.
La bande dessinée aujourd'hui et les différents courants qui lui ont permis de s'exprimer.
Avec Pierre Tchernia, Jacques Sadoul, écrivain, Etienne Robiel, libraire, Marcel Brion, de l'Académie française.

23 h 05 — Journal.

10 h 30 — Antiope.
Nouvelles en bref. Votre marché à Nantes, à Bordeaux. Informations consommateurs.

12 h 05 — Passez donc me voir.

12 h 30 — Un mort tout neuf.
« La mort d'Albert était-elle naturelle ? »

12 h 45 — Journal de l'A2.

13 h 35 — Télévision régionale.

13 h 50 — Face à vous.

14 h 00 — Aujourd'hui madame. La mythomanie.

15 h 00 — Laura. Téléfilm de Lyda Ripandelli. Avec Renizo Palmer, Christina Capuzzo.
Laura a sept ans et Alberto, quarante. Alberto se sent triste et vieux. Alberto rencontre Laura...

16 h 15 — Itinéraires.
Contrastes : le théâtre. Résonances : la fête roumaine.

17 h 00 — Fenêtre sur... Aimer la France.
Emission de Michel Tréguer.

17 h 50 — Récré A2.
L'actualité du cinéma pour les enfants ; 3-2-1 Contact.

18 h 30 — C'est la vie. La faim n'est pas une fatalité.

18 h 50 — Des chiffres et des lettres.

19 h 20 — Actualités regionales.

19 h 45 — Top-Club.

20 h 00 — Journal de l'A2.

20 h 30 — D'accord, pas d'accord.

Dossiers de l'écran : Les 444 jours de Téhéran.

23 h 00 — Journal de l'A2.
Emission de Pierre Salinger. Production de la chaîne américaine ABC.

23 h 30 — Journal de l'A2.

18 h 30 — Pour la jeunesse. Les couleurs du temps.

18 h 55 — Tribune libre. Mouvement contre le racisme et l'antisémitisme et pour la paix.

19 h 10 — Soir 3.

19 h 20 — Actualités régionales.

19 h 40 — Télévision régionale.

19 h 55 — Les aventures de Tintin. Dessin animé.

20 h 00 — Les jeux de 20 heures.



Maurice Chevalier et Merle Oberon dans *l'Homme des Folies-Bergères.*

20 h 30 — L'homme des Folies-Bergère.
Film de Roy del Ruth et Marcel Achard (1935). Avec Maurice Chevalier et Merle Oberon.
Eugène Charlier imite sur la scène des Folies-Bergère le baron Cassini ; la femme du baron, qui assiste à la représentation, est troublée par tant de ressemblance. Tout à fait par hasard, le véritable baron est obligé de partir précipitamment pour Londres.

21 h 50 — Soir 3.

SELECTION RADIO

Lundi 9 mars

FRANCE-MUSIQUE

16 h 00 — Les poètes de Paris, par Elysabeth Pistorio. Poulenc, Debussy, Ravel.

20 h 30 — Musique de chambre. En direct de Radio-France. Tartini : sonate *Trille du diable*. Szymanowski : *Mythes*. Knapik : *Partita* pour violon et piano, création. Paganini : Variation sur *Nel cor piu non mi sento*.

FRANCE-CULTURE

8 h 00 — Les chemins de la connaissance. Le monde du travail au XIXe siècle.

14 h 47 — Après-midi, présenté par Jean Montalbetti. Le fond de la question. La médecine soigne-t-elle ? Les questions des médecins d'aujourd'hui devant l'évolution des méthodes et des techniques.

Mardi 10 mars

FRANCE-INTER

20 h 30 — Récital Jessye Norman, accompagnée par Dalton Baldwin. Jessye, qui arrive toujours sur scène dans ses draperies lumineuses, le visage large, les yeux brillants, chantera *Die Allmacht, An die Natur, Am See*, de Schubert, puis des œuvres de Brahms, Gounod et Wagner.

FRANCE-CULTURE

9 h 7 — La matinée des autres. « Femmes ivoiriennes. » Réal. C. Mallarmé. Avec la participation de Madeleine Tchicaya, député à l'Assemblée nationale ivoirienne.

Combat
SOCIALISTE

Les «pervenches» voient rouge

Automobilistes parisiens, ne vous empressez pas trop de négliger les parcmètres ou d'afficher votre disque de stationnement : seules les contractuelles de la préfecture de police adhérant au syndicat CGT risquent de se croiser les bras mardi. Celles que leur nouvel uniforme fait poétiquement appeler « pervenches », après avoir été longtemps qualifiées d'« aubergines » ne sont dans ce cas qu'à raison de 23 % depuis les dernières élections professionnelles.

POUR Michèle Neute, quarante-six ans, leur déléguée, la grève n'en est pas moins le *« seul moyen d'obtenir un véritable statut »*. Dans l'état actuel des choses, les « agents de bureau option voie publique » ou ABOVP, selon leur qualification officielle, ne bénéficient en effet nullement des mêmes avantages que les policiers en tenue, et leurs chances de promotion restent minimes.

Michèle Neute n'est elle-même dans la police que depuis 1975. *« Avant de m'arrêter pour élever mes quatre enfants, j'étais caissière dans un restaurant,* explique-t-elle. *A quarante ans, j'ai eu du mal à retrouver du boulot. »* Seule, la police embauchait. Vaillamment, Michèle a endossé l'uniforme. Elle reconnaît avoir souffert, au début, de l'agressivité des automobilistes ; mais elle a fini par s'y habituer : *« Se faire traiter de tous les noms ? C'est la routine ! »* Elle reste davantage choquée de ce que certains croient encore — à tort — que le salaire de ses collègues dépend du nombre de procès-verbaux de contraventions dressés : *« Que je remplisse deux ou quatre carnets à souche par jour, je touche la même paie à la fin du mois : 3 300 F. »*

Les 6 000 F de contraventions qu'infligent quotidiennement chacune des 1 180 « pervenches » parisiennes tombent en effet intégralement dans les caisses de l'Etat. Si certaines semblent « faire du zèle », c'est qu'elles sont aiguillonnées par 80 agents techniques, qui ne gagnent jamais que 100 F de plus par mois. Pour éviter que ne se créent des complicités, on a même pensé à affecter les ABOVP dans des quartiers différents chaque mois.

Comme ses collègues, Michèle Neute arpente le bitume pendant une semaine, de 8 h à 13 h, et de 13 h à 19 h 45 la semaine suivante : *« On se bat pour avoir notre samedi après-midi,* souligne-t-elle. *La moitié des femmes qui exercent ce métier sont mères célibataires ou divorcées ; cela leur pose des problèmes de garde d'enfant. Mais il faut faire attention à ne pas descendre au-dessous des 36 h hebdomadaires, sinon il s'agirait de travail à temps partiel. »*



Photo P. LEBRUN

On a tendance à l'oublier, mais les ABOVP sont tenues de rester dehors par tous les temps. Or leurs uniformes ne sont pas vraiment adaptés : *« Le modèle est peut-être très joli — il porte la griffe Carven — mais on souhaiterait un meilleur tissu. Cette couleur est en outre fragile et exige des nettoyages fréquents qui ne sont pas remboursés. On ne peut pas laver nous-mêmes notre uniforme : il change de couleur ou il rétrécit. »*

Un grief plus sérieux porte sur les retraites : *« Depuis le décret du 23 mai 1979, il faut quinze ans de voie publique pour être considéré comme personnel administratif et prétendre à la retraite à cinquante-cinq ans. Les lois n'étant pas rétro-actives, toutes celles qui sont entrées avant 1979 perdent leur ancienneté. Personnellement, il me faudra dix-neuf ans de voie publique avant d'en bénéficier. »*

Carine LENFANT

Les femmes ont marqué le 8 mars

ENVIRON 1 500 personnes se sont rassemblées samedi place de la République, à Paris, à l'appel du Mouvement pour la libération de l'avortement et de la contraception (MLAC) et des groupes de quartiers et d'entreprises féministes. Outre la célébration de la journée du 8 mars, les manifestantes entendaient protester contre la récente condamnation, pour avortements illégaux, des médecins de la clinique de la Pergola. *« Médecins condamnés, ce sont toutes les femmes qui sont visées »*, ont affirmé leurs slogans. Des Iraniennes, des Chiliennes et des Noires participaient au cortège ainsi qu'un groupe de lesbiennes radicales et offensives.

Les sympathisantes du Mouvement de libération des femmes appartenant au groupe Psychanalyse et Politique ont manifesté plus brièvement, de leur côté, à la station de métro Arts-et-Métiers. Un millier d'entre elles avaient résumé leur position sur la bannière : *« Election présidentielle : côté cœur, pas de candidat pour les femmes ; côté raison, Mitterrand dès le premier tour, pour être sûres de l'emporter au second tour. »* A défaut d'un soutien total à François Mitterrand, ont confirmé les militantes du MLF, *« les femmes ne peuvent ignorer cette réalité qu'est l'élection présidentielle et elles constatent que c'est le programme de Mitterrand qui est le plus proche de leurs préoccupations »*.

Véronique Neiertz, secrétaire nationale du PS, estime que, pour la majorité des Françaises, le 8 mars a été *« jour de colère et de refus : refus du chômage, de la vie chère, de la répression qui les frappe depuis sept ans ; mais aussi jour d'espoir, car cela peut et doit changer en mai 1981 »*.

Gérard Dupré s'est fait «pincer» en taxi

Le roi de la belle aimait trop les belles

L'AVENTURE n'aura duré qu'une semaine : Gérard Dupré, qui s'était évadé de la prison de Fleury-Mérogis le 27 février dernier à bord d'un hélicoptère, est tombé dans un piège que lui avaient tendu les policiers. Persuadés que le gangster ne tarderait pas à contacter ses proches, les enquêteurs ont pris en filature son amie Vanessa, qui « travaillait » dans le quartier de l'Etoile, à Paris. Vendredi, Gérard Dupré lui avait donné rendez-vous rue de la Folie-Regnault, dans le XIe arrondissement de Paris ; sa cavale devait s'arrêter là, à sa descente de taxi.

Pour tenter de s'échapper, Gérard Dupré a tiré sur un policier de la brigade de recherche et d'intervention, qui a riposté et l'a blessé au ventre. Hospitalisé à l'Hôtel-Dieu, il n'a pu être encore interrogé.

Son complice, André Prebet, arrêté à son côté, souffre pour sa part de multiples contusions, résultant du combat à mains nues qu'il a mené contre les enquêteurs. C'est lui qui, en compagnie du mystérieux M. Garnier, avait détourné l'appareil ayant servi à la spectaculaire évasion.

Les deux hommes ont été inculpés par le juge d'instruction d'association de malfaiteurs, d'infraction à la législation sur les armes, de détournement d'aéronef, de complicité de prise d'otage et de tentative d'homicide volontaire. Ginette Arnoux, alias Vanessa, a été écrouée.

Grève des instituteurs largement suivie

« La grève du 9 mars est le moment fort d'un plan d'action pour atteindre des objectifs clairs, a déclaré Guy Georges, secrétaire du Syndicat national des instituteurs et des professeurs de collège (SNI-PEGC). *Par cette grève, nous allons marquer notre très vive irritation devant l'attitude du gouvernement et du ministre de l'Education par rapport aux trois dossiers auxquels nous avons toujours donné la priorité : le problème des fermetures de classes, le fonctionnement des collèges et la revalorisation du statut des instituteurs. »*

« La relavorisation, a-t-il ajouté, *est un dossier politique, dans le sens qu'elle engage une conception de la politique d'éducation ; nous ne la défendons pas pour privilégier une catégorie au détriment d'une autre. »*

Appuyée par le SGEN-CFDT mais aussi par des organisations modérées comme l'USNEF (CGC) ou la Confédération nationale des groupes autonomes (CNGA), la grève du SNI-PEGC a été largement suivie et accompagnée de nombreuses manifestations dans toute la France.

Le Syndicat national de l'enseignement technique agricole public (SNETAP), pour sa part, appelle à la grève le 10 mars pour appuyer ses demandes de titularisation de personnels ; ce mouvement intéresse environ dix mille personnes réparties dans deux cent cinquante établissements. La grève du 6 mars, organisée par le Syndicat national de l'éducation physique (SNEP-FEN) a, quant à elle, été suivie à 65 %.

BREF

La sécurité en question

« Moins de flics sur les routes et plus dans les villes », répète inlassablement Jacques Chirac pour recruter des électeurs parmi les citadins inquiets.

Sur le thème « la sécurité », A2 et Europe 1 organisent le 12 mars, à 20 h 30, une édition spéciale à laquelle prendront part quatre maires : Charles Hernu, député PS et maire de Villeurbanne, Maurice Arreckx, député UDF et maire de Toulon, Emile Valbon, député PC et maire de Bobigny, et Michel Péricard, maire de Saint-Germain-en-Laye (RPR).

Tremblements de terre en Yougoslavie

Trois secousses telluriques ont été enregistrées dimanche en Yougoslavie par l'Institut sismologique de Belgrade. L'épicentre en était situé à 220 km au sud de la capitale yougoslave, et son intensité a été estimée à 6 degrés sur l'échelle de Mercalli (qui en compte 12). Ce tremblement de terre, tout comme celui qui a affecté la même région samedi dernier, n'aurait fait ni victimes ni dégâts.

Par contre, le dernier séisme enregistré dans le centre de la Grèce a fait un blessé et détruit deux cents maisons dans différents villages de Béotie. Son épicentre était localisé à 70 km à l'ouest d'Athènes, comme le 24 février, et il s'est décomposé en deux secousses espacées de quinze minutes et dont la plus forte a été évaluée autour de 7,5 degrés sur l'échelle de Mercalli.

• **La grève des autobus parisiens :** hier lundi, le service des bus fonctionnait à 85 % dans la banlieue parisienne, et à Paris de façon variable selon les dépôts. Cette grève fait suite au mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures lancé par la CGT pour attirer l'attention du public sur les problèmes de sécurité dans les bus, après les agressions dont les conducteur ont été victimes.

• **La CGT appelle les fonctionnaires** à faire une grève de vingt-quatre heures le 26 mars prochain pour la défense du service public et des revendications des personnels.

Pour mes idées, pour que la presse socialiste vive

JE M'ABONNE A *COMBAT SOCIALISTE*

☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
☐ Un an : 550 F
☐ 6 mois : 300 F
☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite
☐ Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
« COMBAT SOCIALISTE », 5 jours
« L'UNITÉ », hebdomadaire, le 6e jour

☐ Un an : 650 F
☐ 6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....